ISSN 0024-7650

GRANDE BRETAGNE

P. 8-9

THATCHER CONTRE LES VILLES OUVRIÈRES

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 910 - 9 novembre 1985 - prix : 6 F

LA COHABITATION

vue d'en haut et vue d'en bas

p.5

SYSTÈME RITA

La France devance l'Angleterre auprès de l'Armée américaine

LES COURTISANS DU ROI $

NON-CUMUL DES MANDATS

comment faire plus de places autour de la mangeoire

p. 6

FLEXIBILITÉ

le gouvernement court au devant des désirs des patrons, mais ceux-ci courent plus vite encore

p. 10

NATIONALISATIONS DÉNATIONALISATIONS

l'état paye, les capitalistes encaissent

p. 5

M 6189 - 910 - 6 F

SOMMAIRE

International

Page 7 :
— Algérie : gouvernements français et algérien main dans la main pour faire taire les opposants.
— Tunisie : répression contre l'UGTT... et les travailleurs.
— Guadeloupe : les provocations des gardes mobiles.

Pages 8-9 :
— Angleterre : la municipalité de Liverpool en cessation de paiement.

Politique

Page 5 :
— Le non-cumul des mandats
— La cohabitation

Page 6 :
— RITA
— Nationalisations... dénationalisations

Social

Page 4 :
— Eurêka.
— Cercle Léon Trotsky.

Page 10 :
— Flexibilité du temps de travail.

Page 11 :
— Ouverture des hypermarchés le dimanche.
— Thiers : coup de canif dans les salaires.

Page 12 :
— Dans les entreprises : Centre FPA (Metz) ; Havrey (Bordeaux) ; Lanfry (Seine-Maritime).

Loisirs et Culture

Pages 13 :
— Expositions : Victor Hugo, dessinateur ; Joshua Reynolds, peintre anglais. Les photos du magazine *Life*.

Page 14 :
— Films : *Les Noces de Figaro ; Retour vers le futur ; Elsa, Elsa.*

Page 15 :
— Livres : *Les Tours du silence* de Paul Scott ; *Bonne année pour tous* de Plantu.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris. (1) 48.74.29.74.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.

IL Y A 50 ANS

LA FONDATION DU C.I.O.

Le deuxième souffle du syndicalisme américain

Le 9 novembre 1935 était fondé, aux Etats-Unis par plusieurs syndicats, le *Committee for Industrial Organization*, le CIO qui prit trois ans plus tard le nom de *Congress of Industrial Organization*.

Ses fondateurs rompaient ainsi avec la vieille fédération syndicale, l'AFL *(American Federation of Labor)*, qui venait de repousser lors de son congrès par 18 000 voix contre 10 000 une résolution en faveur de l'organisation de syndicats sur la base de l'industrie. Ceux de l'AFL l'étaient sur la base des métiers, ce qui conduisait à organiser séparément les travailleurs d'une même entreprise.

Au début des années 30, au plus profond de la crise économique, le recul du mouvement ouvrier avait entraîné une chute des effectifs syndicaux. La rupture syndicale, qui fut le fait de dirigeants syndicaux avec à leur tête John Lewis, le chef du syndicat des mineurs, se produisit lors de la remontée du mouvement ouvrier qui, de 1934 à 1938 bouscula le patronat américain... et bien des bureaucrates syndicaux. Une partie d'entre eux, sentant le vent et désireux de renforcer leur emprise sur le mouvement syndical, entreprirent à travers le CIO et avec l'aide du gouvernement de Roosevelt de canaliser la remontée ouvrière à leur profit.

Roosevelt, élu président en mars 1933, avait associé les dirigeants syndicaux à sa politique de grands travaux et de subventions et de commandes d'Etat aux capitalistes. Avec le "National Recovery Act", le gouvernement américain avait reconnu, sur le papier, le droit des travailleurs à s'organiser librement.

Les travailleurs s'engouffrèrent dans la brèche. L'AFL vit alors affluer des dizaines de milliers de travailleurs, en particulier dans les grandes industries employant des ouvriers peu qualifiés. Mais l'AFL ne répondit pas à l'attente des travailleurs. Elle bradait leur lutte et s'efforçait d'éparpiller les adhérents dans ses Unions de Métiers. Voilà ce qu'écrivit à ce propos Henry Kraus dans son livre *Grève chez General Motors : "Les déboires des ouvriers avec les tristes dirigeants de l'AFL donnèrent naissance à un mouvement en vue d'une organisation nationale, démocratique et basée sur le syndicalisme d'industrie. Les exigences incessantes des 57 différentes branches de métiers de la Fédération les avaient dégoûtés à tout jamais du syndicalisme de métier. Ainsi, lorsque le CIO fut constitué par les mineurs, les ouvriers en confection et d'autres syndicats à tendance industrielle qui se sentaient mal à l'aise au sein de l'AFL, les ouvriers de l'auto se rangèrent sans hésitation de son côté".*

(LO)

Les grévistes des usines Chrysler et Dodge réagissent à l'ordre qui leur est donné de quitter les lieux de travail (1937).

Le prélude à cette montée ouvrière furent en 1934 trois grandes grèves qui conduisirent à la reconnaissance de syndicats par les patrons : celle d'Electric Autolite à Toledo, celle des camionneurs de Minneapolis et celle des dockers de San Francisco. Des grèves dures, où les travailleurs s'organisèrent contre les milices patronales et reçurent le soutien actif de tous les travailleurs de leur ville.

Les deux premières furent dirigées par des militants révolutionnaires, et la troisième par des militants du Parti Communiste.

Ces grèves, qui eurent un retentissement national, furent suivies de nombreuses autres et précédèrent de quelques mois la création du CIO.

Les luttes ouvrières culminèrent en 1936-37, avec les grèves avec occupation en particulier dans l'industrie du caoutchouc à Akron en janvier 36 et surtout avec la grève chez General Motors à Flint, début 1937. La grève, dirigée par des militants du PC, étendue à 14 usines du groupe, soutenue par toute la population de la ville, fit céder General Motors qui dut reconnaître le CIO comme seul représentant des travailleurs. Le CIO était alors au sommet de sa popularité et organisait trois millions huit mille travailleurs.

Mais les dirigeants du CIO ne méritaient guère la confiance que les travailleurs mirent en eux. Vieux routiers de l'AFL pour beaucoup d'entre eux, ils n'avaient quitté la vieille boutique que par crainte de couler avec elle et pour être les chefs des nouveaux syndicats industriels. Pour lancer le CIO, ils n'hésitèrent pas à s'appuyer sur des militants plus radicaux qu'eux qu'ils avaient naguère combattus, en particulier ceux du Parti Communiste qui leur servirent de cadres pour le recrutement.

Mais tous voulaient en fait canaliser à leur profit la montée ouvrière de ces années-là, en alliance avec l'administration Roosevelt. John Lewis fit d'ailleurs campagne pour Roosevelt en 1936. Après la grève de General Motors, il s'opposa aux occupations, dénonça les "grèves illégales". Et partout où le mouvement ouvrier resta faible, comme dans l'industrie de l'acier, le CIO se contenta de mettre en place une bureaucratie syndicale.

De nombreux travailleurs espéraient que le nouveau syndicat serait une organisation de lutte, démocratique et qu'ils le contrôleraient.

Mais dès l'entrée en guerre des USA dans la Seconde Guerre mondiale, ces espoirs devaient se trouver trahis, lorsqu'une partie des dirigeants du CIO, militants communistes en tête, rallia le camp de l'union sacrée et s'opposa aux grèves. Et il ne fallut pas attendre longtemps pour voir la bureaucratie du CIO s'aligner de plus en plus sur celle de l'AFL, en soutenant le gouvernement pendant la guerre froide, pour finalement refusionner sur une base anticommuniste en 1959.

Michel BROUSSE

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

AVEC RITA, LA FRANCE SUPPLANTE L'ANGLETERRE AUPRÈS DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

LES COURTISANS DU ROI DOLLAR

Nantes contre Belgrade aurait sauvé l'honneur du football français. Thomson contre l'électronique anglaise aurait sauvé l'honneur de l'industrie française. Nous avons de quoi être fiers. On nous l'a assez dit sur les ondes.

Si, en mendiant les faveurs de l'armée américaine chacun pour son téléphone militaire, des deux trusts anglais et français, c'est le français qui l'a emporté, c'est donc que la technologie française serait la meilleure. Et si notre technologie est la meilleure, c'est donc que notre matériel de guerre est le meilleur. Et si notre matériel de guerre est le meilleur, c'est donc qu'il n'y a rien à reprocher à nos chars et qu'on peut vendre nos AMX au Tiers-Monde. Et si l'armée française, ses chars, son téléphone sont les meilleurs, c'est que la France est le plus beau pays du monde et que ses travailleurs ont bien de la chance !

A y regarder d'un peu plus près, pourtant, les résultats économiques et financiers de cette grande victoire française sur l'Angleterre sont un peu plus nuancés. C'est bien le système RITA qui a été choisi, et avec lui la fierté gauloise qui a été flattée. Mais c'est aux sous-traitants américains que 70 % du marché des transmissions militaires en question ont été accordés ! Et rien ne dit que les 30 % du marché qui restent à Thomson vont lui rapporter quelque chose ! Faut-il le rappeler, si Thomson a été choisi, c'est surtout parce qu'il produisait pour pas cher, vraiment pas cher... Ce qui revient à dire qu'il y a de bonnes chances pour que le résultat de tout cela soit que Thomson produise à perte pour l'armée américaine. Peu importe. L'Etat français paiera tous les dividendes que les actionnaires privés de Thomson-CSF (filiale privée de la firme nationalisée) se sentiront moralement en droit de toucher ! Et après toute la publicité qu'on vient de faire, ils se sentiront en droit de toucher gros. Les services de recherche de la maison mère nationalisée ont déjà permis à la filiale privée de mettre au point le fameux système. Ses services commerciaux et financiers feront le reste.

En vérité, rien ne prouve que le marché, remporté dans les conditions qu'on sait, l'ait été parce que la technologie Thomson est la meilleure. Le soutien de l'Etat français a peut-être seulement permis à ceux qui ont négocié le marché pour Thomson-CSF d'offrir des pourboires suffisamment alléchants aux industriels américains associés à l'affaire, eux qui en sont les vrais gagnants. Si ça se trouve, "notre" victoire ne donnera même pas aux dollars l'occasion de traverser l'Atlantique... Et, quoi qu'en disent la presse et les médias, la principale compétence dont a fait preuve l'industrie française là-dedans relève sans doute plus de la compétence de marchands de tapis que de celle d'inventeurs de technologies nouvelles.

Le seul Oscar que mérite de remporter la France est probablement celui de l'esbroufe. Quand on n'a pas la puissance, il reste le baratin.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que la France ne parvient à être internationalement reconnue que lorsqu'il s'agit d'affaires militaires. Si elle a gardé une certaine réputation mondiale, c'est en tant que marchand de mort. Et ce qu'on pourrait espérer de mieux, à l'issue de ce contrat mirifique, c'est qu'on nous ait rendus fiers et heureux d'avoir dépensé tant d'ingéniosité pour placer une camelote électronique dont on espère qu'elle ne servira à rien.

Et la grandeur française ? Elle ne consiste en l'occurrence qu'à attirer l'attention des maîtres du monde et à en capter quelques faveurs plus ou moins illusoires. Les capitalistes français et anglais essoufflés en sont réduits à courtiser la première puissance mondiale, comme les membres de la noblesse ruinée du 17° siècle se disputaient les honneurs à la cour de Louis XIV. Déchus, appauvris, mais fiers ! Fierté de nouveaux pays pauvres ayant acquis la servilité en même temps que la pauvreté. Le chauvinisme américain célèbre les expéditions dans l'espace... L'esprit cocardier français célèbre l'industriel admis à sous-traiter ce que les capitalistes américains ne jugent pas rentable !

Alors, avec le temps, on finira bien par connaître les dessous de l'affaire et par savoir combien a coûté au contribuable cette dernière victoire nationale. On saura aussi combien elle a coûté aux travailleurs de la Thomson, à qui on a déjà dit qu'il fallait travailler plus avec des effectifs réduits, tout en gagnant moins, pour que Thomson produise moins cher et remporte des marchés américains.

On saura alors à quel point chacun de tous ces cocoricos aura coûté cher aux travailleurs de ce pays.

Arlette LAGUILLER

(voir notre article page 6)

FRANCE - NOUVELLE-ZÉLANDE

LES VERTS SONT BATTUS

Les faux époux Turenge ne sont donc pas jugés pour meurtre, mais pour homicide involontaire, et leur avocat a plaidé "coupable". Ce qui devrait avoir pour conséquence qu'ils échappent à la prison à vie. Ils ne seraient plus menacés que d'une peine de 6 à 14 ans, dont ils pourraient être dispensés s'ils étaient expulsés, comme les lois néo-zélandaises le permettent, à ce que l'on dit. A condition toutefois que la Justice ou le gouvernement néo-zélandais veuillent bien en endosser la responsabilité devant une opinion publique qui a l'air d'être plutôt choquée de ce qui apparaît comme le résultat d'un marchandage en coulisse.

Toujours est-il qu'on a pu voir des ministres socialistes heureux. Quilès à la télévision, interrogé par Antenne 2, sur le ton de "je sais tout mais je ne dirai rien", tout en parlant de la nécessaire discrétion, ne s'est pas trop embarrassé pour laisser entendre qu'il s'agissait là du résultat des pressions gouvernementales auprès de ses "amis" du gouvernement néo-zélandais. De même Roland Dumas, ministre des Relations extérieures, qui sur Radio France Internationale, après avoir fourni quelques détails sur ses rencontres avec des ministres néo-zélandais, déclarait : *"Marchandages, non ; négociations diplomatiques, oui !"*, insistant sur ses efforts pour obtenir *"dans les plus brefs délais et les meilleures conditions la libération des deux officiers français"*.

Nos ministres socialistes n'ont pas ménagé leur peine au service de ces malheureux militaires des services secrets. Quilès en personne a tenu avant le procès à leur téléphoner directement dans leurs cellules.

Rien n'a été épargné pour sauver l'honneur de l'armée, même si ce parcours du combattant doit de toute façon se transformer en parcours du combattu... aux prochaines élections.

La droite elle-même ne trouve rien à reprocher à la gauche sur ce terrain-là et *Le Figaro* du 6 novembre 1985 dit même du gouvernement qu'il convient *"de le créditer d'une mention honorable"*. Ainsi, droite et gauche se retrouvent bien d'accord pour sauver la mise aux terroristes de l'Etat français. Ils sont d'accord pour employer toutes les pressions de grande puissance contre un petit pays, tous les marchandages, afin d'éviter la prison aux barbouzes français et leur permettre de s'en tirer avec des têtes de moutons et des tonnes de beurre.

Pour la gauche comme pour la droite, qui n'ont pas de mots assez durs pour condamner le terrorisme des opprimés, le terrorisme d'Etat, de leur Etat, lui, ne justifie pas la prison. La prison, c'est bon pour les Irlandais de Vincennes, par exemple, qui y sont restés des mois sous de fausses accusations montées de toutes pièces par la "cellule anti-terroriste de l'Elysée".

Mais le terrorisme, le vrai, c'est le moyen d'action que se réservent les Etats des grandes puissances qui oppriment le monde, eux qui l'exercent en toute impunité et qui décrètent qu'ils sont dans leur bon droit parce qu'ils sont les plus forts.

Louis GUILBERT

RENNES

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Le 17 novembre
de 12 h à 20 h
au centre social
CARREFOUR 18
7, rue d'Espagne

EN BREF

Arnold a charrié

☐ Les chars de l'armée française ne valent rien. Ils ont une génération de retard sur les chars britanniques et deux sur les matériels allemands... Bigre, en voilà des révélations !

C'est un général de division, Arnold, qui parle, ancien aide de camp de Giscard. Le gouvernement socialiste tape du poing sur la table. Arnold est sanctionné.

Du côté de l'opposition, tout le monde applaudit le général en question.

Effrayé par sa propre audace, le ministre de la Défense a tenu à préciser : *"Le général Arnold retrouvera un commandement", "ce n'est qu'une sanction légère"*. Car ce n'est pas tant la révélation d'un secret militaire qu'on lui reproche, mais d'avoir médit du char français, au moment où la France essaye de placer sa camelote sur le marché mondial des armes. Le sabotage commercial, voilà un motif qui devrait rallier tout le monde à la sanction, du RPR Marcel Dassault aux partisans communistes du "produisons français".

Un peu lourde, la raquette

☐ Le champion de tennis Yvan Lendl a remporté pour la troisième fois le tournoi d'Anvers et une raquette en or sertie de diamants, pour la performance. Valeur de l'ustensile : 800 millions de centimes.

La Belgique a l'un des taux de chômage les plus élevés d'Europe, mais les diamantaires d'Anvers qui ont offert ça pour la beauté du service n'ont apparemment jamais autant roulé sur l'or.

La France continue à armer l'Apartheid

☐ Selon *Le Quotidien de Paris* du 5 novembre, l'Aérospatiale, entreprise nationalisée, continuerait à assurer des marchés concernant des hélicoptères de combat avec l'Afrique du Sud, malgré l'embargo sur les ventes d'armes à ce pays décidé sous Giscard.

Elle aurait toujours continué à fournir, par pays interposés, les pièces de rechange nécessaires. Elle aurait permis, dans les quatre dernières années, la transformation de ces hélicoptères en des modèles plus performants, des ingénieurs de l'Aérospatiale dirigeant eux-mêmes les opérations.

Depuis septembre, cinq ingénieurs seraient sur place pour aider l'Afrique du Sud à mettre sur pied sa propre production d'hélicoptères.

Fabius peut bien aller faire une minute de silence devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. Là-bas, c'est le silence des cimetières que la France aide à faire régner.

Le Bond, la pub et les Turenge

☐ Pour faire de la publicité pour sa R11, la Régie a utilisé le super-agent secret James Bond 007.

La Régie aurait pu faire appel aux Turenge : ils sont en passe de devenir aussi célèbres et, pour couler les concurrents, ils sont sans pareils.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-DCAI

La métamorphose du cloporte

☐ Lors du Congrès du Front National, Le Pen a fait une touchante déclaration de paix à la presse, qu'il avait violemment mise en cause quelques jours plus tôt. A l'extrême-droite, Le Pen, mais pas extrêmement téméraire.

Les élections approchent. Les places de députés et, qui sait, le poste de ministre qui va avec, aussi. Le chef du Front National fait donc le ménage, ravale la façade... en tout cas essaye de rassurer et de mordre sur l'électorat de la droite ordinaire.

Et quand Le Pen, après quelques attaques habituelles contre ses rivaux, qualifiés aimablement de "cloportes", fait dans le présentable, ça donne : *"Notre objectif est de conquérir le pouvoir, et nous appliquerons en France une politique de salut public pour faire rayonner sur le monde le message d'humanisme que l'Europe porte en elle depuis deux mille ans"*. L'humanisme des légionnaires : de César au 2ème Régiment de paras...

Transfusion

☐ Voici trois mois, on jubilait à la CIA. Vitaly Yourtchenko, responsable du KGB, venait de "choisir la liberté" aux USA et se mettait à table.

Aujourd'hui, le fameux transfuge proclame devant tous les micros qu'il a été enlevé et drogué par la CIA et ne demande qu'à rentrer dans son pays bien-aimé.

Vrai transfuge en voie de repentir, ou faux transfuge envoyé chez l'ennemi ? La réponse par le prochain transfuge...

Les sondages, quel fromage !

☐ Cote des hommes politiques, intentions de vote, débats télévisés : tout devient prétexte à sondage.

Mais la concurrence est sévère entre instituts. Alors on brade. On économise sur le nombre de sondés.

Pour Le Pen à "L'heure de vérité", 250 personnes étaient censées représenter les téléspectateurs. Pour le débat Chirac-Fabius, record battu : 100 personnes seulement ont été interrogées, toutes dans la région parisienne.

Peu de sondés ne veut pas dire peu d'interprétation... Selon *Le Canard enchaîné*, la même enquête de la Sofres sur les partis politiques publiée dans *Le Nouvel observateur* donnait le PS premier au palmarès des compétences et dans *Le Figaro-Magazine* le donnait troisième !

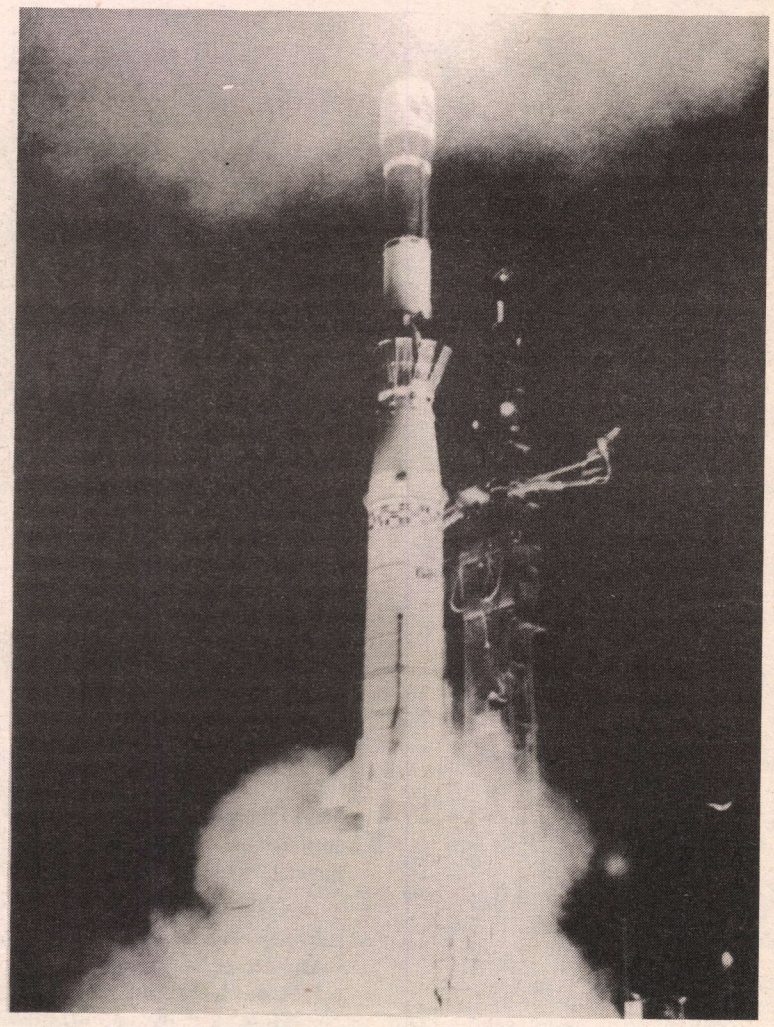
Sondage, sondage magique, dis-moi que je suis le plus beau !

La palme pour Hernu

☐ Ayant coincé, grâce à son chauffeur, un chauffard qui avait pris la fuite après avoir renversé une femme et son enfant, Hernu s'est empressé de le faire savoir devant les caméras de la télévision, en prenant l'air modeste du *"citoyen qui n'a fait que son devoir"*. Que les chauffards se le tiennent pour dit : Hernu ne laisse filer que les hommes-grenouilles !

Publicité choc

☐ Pour lancer son nouveau modèle, Alfa-Roméo a installé au bord du périphérique parisien six panneaux publicitaires en forme de voiture, dans lesquels un pilote en chair et en os est chargé d'amuser les automobilistes. Faire froisser de la tôle pour en vendre de la neuve, tout est bon pour ramasser du trèfle.



EURÊKA

ON RECHERCHE... SOUTIENS FINANCIERS

Les représentants de dix-sept pays d'Europe se sont réunis à Hanovre, en Allemagne de l'Ouest, pour décider de l'avenir du projet "Eurêka" lancé par Mitterrand il y a quelques mois afin d'*"accroître la productivité des industries et des économies nationales européennes"* face aux USA et au Japon. La France a annoncé qu'elle "allongerait" un milliard de francs pour "Eurêka", les Pays-Bas ont débloqué 25 millions de florins et les Allemands ont dit qu'ils verraient en fonction des projets. Ce n'est pas un succès extraordinaire pour Mitterrand. Les choses se mettent en place lentement disent les optimistes.

En fait les entreprises intéressées ne savent pas encore si "Eurêka" leur rapportera vraiment quelque chose et elles attendent, et la plupart des gouvernements avec elles. Car dans toute cette affaire, par-delà les discours sur la coopération scientifique et technologique, une chose est sûre : le projet Eurêka, ce n'est rien d'autre qu'une façon européenne d'aider des entreprises. C'est ce que déclare la charte qui vient d'être adoptée. Un des projets retenu, par exemple la fabrication de silicium amorphe réalisée par des entreprises française et allemande, aura un budget de 60 millions de francs dont la moitié pris en charge par les gouvernements des deux pays. En revanche la France a refusé deux projets scientifiques, également franco-allemands, car ils risquaient de n'avoir pas d'avenir industriel.

"Eurêka" — c'est-à-dire "j'ai trouvé" en grec — n'a en fait rien trouvé du tout. L'aide de l'Etat aux entreprises — et même l'aide de la Communauté européenne —, c'était connu depuis longtemps !

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion aura lieu

Vendredi 29 novembre à 20 h 30

au Palais de la Mutualité
24 rue Saint-Victor
Paris 5ème
Métro Maubert-Mutualité
Elle aura pour thème :

"La Crise de l'économie capitaliste mondiale".

Les textes des exposés du Cercle Léon Trotsky sont édités en brochures, au prix de 10 F. Vous pouvez vous les procurer auprès des militants et vendeurs de Lutte Ouvrière, ainsi qu'à la librairie du Cercle.

LA COHABITATION VUE D'EN HAUT :

INTERCHANGEABLES, MAIS PAS PARTAGEUX

Depuis plusieurs mois, dans les milieux politiques, dans la presse, on parle de "cohabitation" éventuelle après les élections de 1986. Mais l'idée que le public peut, lui, se faire de cette cohabitation n'est pas la même que celle dont parlent les chefs du PS et des partis de droite.

C'est ce que montre le sondage que vient de publier *Le Parisien libéré* du 7 novembre, où les personnes interrogées devaient choisir, parmi une liste préétablie de politiciens, les ministres de leur choix. Cela donnait un gouvernement dirigé par Rocard, avec Barre aux Finances, Chirac à la Police, Giscard à l'Extérieur, Chevènement à l'Education...

De là à affirmer, comme le titre du *Parisien libéré,* que ce serait *"le gouvernement dont rêvent les Français"*, c'est une autre histoire ! Car Rocard n'arrive en tête comme Premier ministre qu'avec 28 % des suffrages parmi les personnes interrogées favorables, Barre en tête pour le ministère des Finances avec 20 %, Chirac favori pour l'Intérieur avec 11 %, Giscard avec 14 %.

Bref, rêve ou cauchemar, toujours est-il que pour le grand public la cohabitation, c'est simple : c'est un gouvernement de coabitation mêlant allègrement politiciens de droite ou de gauche dans une même équipe gouvernementale. Sur le fond, cela ne devrait en effet poser aucun problème de mettre tous ces gens-là ensemble, tellement il est devenu difficile de distinguer leurs politiques respectives. Et le récent duel télévisé Fabius-Chirac, qui ressemblait plutôt à un duo sur nombre de points (austérité, immigration, police...), était là pour le confirmer.

Seulement, ce que les simples électeurs ne savent pas, puisqu'on ne le leur dit pas, c'est que la politique des partis c'est une chose, mais que les intentions comme les motivations politiques des chefs de ces partis est autre chose. S'ils sont tous prêts à mener au gouvernement peu ou prou la même politique, ils ont aussi chacun leur carrière politique personnelle à planifier, comme les intérêts de leur coterie à ménager.

Et, aussi bien pour la droite que pour le PS, cohabiter, ce n'est pas se mélanger.

C'est plutôt une victoire électorale de la droite que tout le monde envisage comme le plus probable. Et lorsque Mitterrand a affirmé en juillet dernier qu'il était prêt à cohabiter avec la droite, il voulait dire cohabiter lui, tout seul, Mitterrand-président, avec un gouvernement de droite à qui il laisserait la politique intérieure (et l'impopularité qui va avec), lui se réservant l'extérieur.

Le PS quant à lui pourrait alors, en attendant les présidentielles de 1988, se reconstituer quelques forces et se rosir les joues dans l'opposition, pendant que la droite se déconsidérerait seule au gouvernement.

Sur le principe, la droite n'aurait rien à redire à gouverner avec Mitterrand, dont le mandat présidentiel n'expire qu'en 1988.

Mais c'est là que les choses se gâtent pour les leaders de la droite. Pour être en bonne position aux présidentielles, il vaudrait mieux ne pas se déconsidérer au gouvernement entre 1986 et 1988. Et ni Barre, ni Giscard, ni Chirac n'ont une envie folle de se précipiter à Matignon (et encore moins à un ministère de plus bas étage).

Ce qui arrangerait la droite, c'est que ces fichues présidentielles coïncident avec les législatives de mars prochain ; en un mot, que Mitterrand démissionne élégamment, comme De Gaulle en son temps. Mais là-dessus, c'est Mitterrand lui-même qui décidera ! Alors les gens les moins pressés de gouverner, prêts à patienter jusqu'en 1988, sont les outsiders de la droite comme du PS, Barre et Rocard. Et le bon peuple, qui est prêt à les marier dès le printemps prochain, n'a pas encore réalisé que, loin de vouloir cohabiter si vite, ils tiennent chacun à se préserver une beauté pour mieux rivaliser sur les écrans de télévision en 1988...

Quant à Giscard et Chirac, embarrassés qu'ils sont par leurs nombreuses et impatientes familles à l'UDF et au RPR, ils en sont réduits à faire pression sur Mitterrand pour qu'il suive le noble exemple de De Gaulle (tout en espérant peut-être en secret qu'il lui arrive la même chose qu'à Pompidou).

Olivier BELIN

NON-CUMUL DES MANDATS

COMMENT FAIRE PLUS DE PLACE AUTOUR DE LA MANGEOIRE

Au dernier Conseil des ministres, deux projets de loi ont été adoptés limitant le cumul des mandats à deux seulement.

Il s'agit des mandats des parlementaires, de ceux des représentants de l'assemblée des Communautés européennes, des mandats de conseiller régional, conseiller général, conseiller de Paris, maire d'une commune de plus de 9000 habitants autre que Paris, maire-adjoint d'une commune de 100 000 habitants ou plus autre que Paris, président d'un conseil de communauté urbaine.

Chacune de ces fonctions donne d'une façon ou d'une autre droit à des indemnités, plus ou moins chiches ou plus ou moins larges, selon que l'on se place du point de vue des revenus d'un chef d'entreprise ou du point de vue du salaire de l'OS.

Un parlementaire reçoit une indemnité mensuelle de 25 615 F à laquelle s'ajoute une indemnité de résidence de 768 F, une indemnité de fonction de 6 596 F dont le total n'est imposable que pour les onze vingtièmes. S'ajoutent à cela une indemnité de secrétariat permettant de payer une secrétaire ou deux sténos dactylos et le salaire de 2 ou 3 assistants dans la limite de 19 247 francs par mois. (Informations extraites du *Monde* du 7.11.85).

Les présidents de commissions touchent en plus 3 000 à 4 000 F par mois et disposent d'un secrétariat renforcé, d'une voiture et d'un chauffeur.

Les parlementaires européens en ont en gros autant. Les élus locaux en ont en général moins, mais peuvent aussi en avoir parfois plus, bien que la loi dise *"que les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites"*, ils peuvent être indemnisés. Les indemnités de maires et d'adjoints variaient en juillet 1985 de 18 338 F par an pour le maire d'une commune de moins de 500 habitants, à 207 871 F pour le maire de Paris. Pour les conseillers municipaux, chaque assemblée départementale fixe comme elle l'entend la somme. Les écarts peuvent être grands. Il peut s'ajouter à ces indemnités d'autres, données à titre de représentants du département dans divers organismes.

Les présidents de conseils généraux n'ont pas droit à des indemnités particulières... mais peuvent se faire attribuer *"un forfait de vacation"*. Jusque-là le ministère de l'Intérieur l'avait fixé à 530 F par jour de travail.

Toutes ces indemnités cumulées peuvent, bien que chacune soit relativement modeste, assurer des situations très confortables. Pas forcément pour le P-DG d'une grande entreprise qui préfère encore sa carrière industrielle à une carrière politique. Mais pour nombre de bourgeois moyens ou petits, sans parler des salariés, faire une telle carrière politique, en accédant aux prébendes de l'Etat, n'a rien d'un sacrifice.

La discussion sur le non-cumul des mandats n'est pas nouvelle. Giscard d'Estaing en 1978, Léotard en 1979, avaient déjà esquissé des projets allant dans ce sens. Cela n'a donc rien d'une "réforme de gauche" en soi. Et même si le RPR est réticent, l'UDF a fait connaître son accord pour le projet du gouvernement. Bien sûr, la droite demande "pourquoi maintenant ?" et crie à "la magouille", mais c'est seulement parce qu'à quatre mois des élections, elle aurait préféré ne pas avoir à voter oui à quelque projet que ce soit de l'actuel gouvernement.

Quant au Parti Socialiste, ce qui l'agite sans doute encore plus que le trouble qu'il peut jeter à droite en proposant ce projet, c'est sa prochaine défaite électorale probable. Il s'attend à perdre un grand nombre de postes dans l'appareil d'Etat. Et il y aura du monde à recaser, malgré l'augmentation du nombre de députés de 480 à 600, (avec la nouvelle représentation à l'Assemblée), malgré la mise en place de conseils régionaux élus, pour la première fois, en même temps que le parlement. Et puis, les femmes du Parti Socialiste qui protestent, on pourra toujours les caser, en position élue cette fois, pour des postes régionaux ou autres à 2000 F par mois d'indemnités, aux côtés de leurs partenaires politiques masculins qui leur feront une petite place.

Le PCF lui, s'est également prononcé contre le cumul, il a d'ailleurs toujours été contre, tout en remarquant qu'il n'était guère concerné, ayant lui-même fait la chasse à ces situations. Il est vrai que cela lui est d'autant plus facile que la situation sociale d'origine de ses élus étant plutôt ouvrière, les appétits des gens que le PCF place dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat sont plus modestes.

De l'autre côté, un Dassault, député RPR, ou un Giscard d'Estaing, député UDF, ont des fortunes personnelles qui leur permettent bien sûr "d'être au-dessus de ça". Mais il n'y a évidemment pas que ce type de politicien au RPR ou à l'UDF. En vérité, les partis de notables, sans base militante, que sont les partis de droite comme dans une large mesure le PS lui-même ne pourraient pas exister ni fonctionner sans les prébendes de l'Etat, sans les places rémunérées qui leur sont dévolues au sein de l'appareil d'Etat. A vrai dire, ces partis bourgeois font d'une certaine façon eux-mêmes partie de l'appareil d'Etat.

La bourgeoisie y case d'ailleurs bien souvent ses enfants qui n'ont pas su se tailler de meilleure situation ailleurs, et ceux-là, tant qu'à faire, s'y taillent la meilleure situation possible... et cumulent ce qui peut l'être.

Ceci vaut aussi pour le Parti Socialiste, parti d'élus de toutes sortes qui, même dans les périodes de basses eaux électorales, comme à la fin des années soixante et avant de remonter grâce à l'Union de la Gauche, totalement inexistant sur le plan militant dans la classe ouvrière, pouvait encore se revendiquer de dizaines de milliers d'adhérents, élus en tous genres dans les dizaines de milliers de communes des 95 départements. Le non-cumul des mandats permettra simplement à l'appareil du Parti Socialiste de ne pas trop diminuer au cas où il devrait subir dans l'opposition une nouvelle traversée du désert.

Mais les partis de droite sont pour les mêmes raisons fondamentales que le PS tout aussi intéressés au non-cumul.

Globalement, leurs intérêts d'appareils peuvent primer sur les petites ambitions personnelles de tel ou tel notable local.

L'essentiel étant de faire le maximum de places pour tout le personnel politique, petits et grands caciques de la bourgeoisie. Et il n'est même pas dit que les cumulards qui dans l'avenir cumuleront moins, y perdront beaucoup, le montant des indemnités étant bien souvent fixé dans les organismes régionaux, on l'a vu, par décision des notables locaux eux-mêmes. L'important, c'est que les appareils politiques puissent caser le maximum de personnel possible. L'intendance suivra toujours.

Louis GUILBERT

RITA

UN SYSTÈME DE TRANSMISSION DE DOLLARS

L'armée américaine a acheté à Thomson son téléphone de temps de guerre.

Les médias pavoisent. Le jour de gloire est arrivé. *"Cocorita !"*, comme titre à la Une *"Le Matin"*. L'armée américaine a enfin choisi le système de transmissions militaires dit "RITA", fabriqué par Thomson. Paul Quilès, depuis peu ministre de la Défense, est aux anges. Il vient de gagner une grande bataille contre les Britanniques. la seconde victoire française depuis l'affaire de l'*Exocet* de la guerre des Malouines ! Reste à savoir si en temps de guerre, l'armée française sera aussi performante que son équipement Thomson-CSF. Le système de communication ultra-moderne et indestructible, RITA, s'il fonctionne toujours, permettra au moins de savoir avec précision où se trouvent les états-majors d'armée français : pas forcément dans les Ardennes ou en Alsace, là où on pourrait les attendre, mais par exemple du côté de Bordeaux ou de Perpignan, comme la dernière fois...

Selon les responsables français, si RITA a triomphé, c'est parce que c'est le système le meilleur, le moins cher, le plus fiable, etc. Tout le monde souligne que c'est Thomson-CSF qui a gagné, la filiale privée de Thomson nationalisée, filiale qui produit pas cher grâce aux subsides d'Etat fournis par la maison-mère, et à qui ça rapporte gros ! Pour nuancer toutefois la victoire du trust français, il faut préciser que Thomson-CSF n'obtiendra des Américains que le quart du marché RITA, soit huit milliards de francs sur 32. La firme qui se taille la part du lion, c'est la GTE américaine avec laquelle Thomson a dû s'associer pour pouvoir espérer pénétrer sur le marché US. (De même le concurrent de Thomson en Grande-Bretagne avait dû également se lier à un constructeur américain).

En définitive, c'est donc entre deux entreprises américaines que le gouvernement américain a choisi. Le sous-traitant français peut pavoiser, c'est le patron américain qui remporte les trois quarts du marché. On a les victoires qu'on peut, et les capitalistes français doivent se contenter de ce que leur laissent leurs grands alliés...

Il n'est même pas dit qu'au total l'affaire soit si avantageuse pour l'industrie française, même cette industrie militaire pourtant si avantagée. Les USA, pour "dédommager" en quelque sorte les Britanniques de la perte du marché RITA, ont fait pression — c'est la presse qui le dit — sur le gouvernement de l'Arabie Saoudite pour que ce dernier achète des avions britanniques *Tornado* plutôt que des *Mirage* 2000 français. Et le contrat sur les avions était bien plus gros que celui sur RITA... Fabius peut crâner devant Thatcher. Dassault et les actionnaires privés de Thomson s'expliqueront entre eux !

De toutes façons, le maître du jeu de l'affaire, c'est le capitalisme nord-américain. Les USA ont une position hégémonique dans la production et sur le marché des armements. Leurs exportations représentent près de 45 % du marché mondial. La France, "troisième grand", se taille péniblement 10 %, loin cependant devant l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne qui ont 3 % ou 4 % chacune. Le seul projet — énorme il est vrai — de l'IDS, celui qui a été baptisé de "guerre des étoiles", coûterait aux Etats-Unis peut-être 500 milliards de dollars en trente ans, dont 26 milliards pour les cinq premières années. Dans ces conditions, les Etats-Unis peuvent bien laisser quelques miettes à des sous-traitants étrangers...

D'ailleurs les responsables industriels français, s'ils sont satisfaits du label américain déposé sur leur matériel (car finalement c'est plus de cela qu'il s'agit que de l'apparition du label français sur le marché américain !), pensent que malgré tout, huit milliards étalés sur plusieurs années, ce n'est pas extraordinaire, mais cela peut permettre des "retombées" comme dit Quilès. Et le gros des retombées en question, c'est surtout un coup de pub à destination des clients du Tiers Monde. La France vend la presque totalité du matériel de guerre qu'elle exporte aux pays du Tiers Monde et précisément de 60 % à 80 % selon les années, aux pays arabes : Irak, Arabie Saoudite, Emirats, Egypte, etc. Au début de l'année 1984, Thomson-CSF avait vendu à l'Arabie Saoudite un système de missile baptisé Shahine, pour 35 milliards de francs (plus de quatre fois plus que le marché RITA). C'est pourquoi Quilès a déclaré que ce contrat RITA *"conforte la position de la France sur les marchés internationaux de systèmes électroniques"* et il ajoutait que cela *"prouve combien l'équipement de l'armée de terre française est performant et apprécié"*.

On comprend la fureur de ce même Quilès contre cet irresponsable de général Arnold qui *"casse la baraque"* en déclarant que nos AMX ne valent rien. Mais la France essaie d'en refiler justement !

On comprend aussi peut-être pourquoi le gouvernement français interdit une manifestation d'opposants algériens à Paris, lorsqu'on sait que Thomson-CSF, encore lui, espère décrocher du gouvernement algérien un très gros contrat d'achat d'un réseau de surveillance aérien.

Cela dit, on voudrait nous faire croire que ce qui est bon pour les industries d'armement et pour Thomson serait bon pour la France et donc pour les travailleurs. En réalité c'est faux. *Le Matin*, pourtant pro-gouvernemental, écrit *"On ne peut espérer des retombées sur l'emploi dans l'hexagone. La part dévolue à Thomson est constituée avant tout de logiciel et de savoir-faire ; bref, de matière grise"*.

Et puis, combien de subventions de l'Etat Thomson a-t-il reçu depuis des années, pour ses recherches sur le matériel RITA ou sur d'autres ! Combien toute cette affaire a-t-elle réellement coûté aux contribuables français ? On aimerait bien le savoir.

André Victor

NATIONALISATIONS-DÉNATIONALISATIONS

L'ALTERNANCE QUI PRODUIT UN COURANT CONTINU DE PROFITS

Après Chirac, le RPR Jacques Toubon l'a réaffirmé mercredi soir à la télévision : dès qu'elle sera au pouvoir, la droite va s'empresser de procéder à des dénationalisations en commençant par les banques et les assurances, et en n'excluant pas la Régie Renault. Selon lui, l'ensemble du programme de privatisation s'étalerait sur cinq ans, et la vente des banques et assurances rapporterait dix milliards à l'Etat pour commencer.

De l'autre côté de la Manche, la reine d'Angleterre annonce dans son discours du trône une "vigoureuse" politique de dénationalisation avec, pêle-mêle, British Airways, la Compagnie du gaz, Rolls Royce, etc.

L'alternance nationalisation-dénationalisation est une tradition en Angleterre. Elle est en train de passer dans les mœurs en France : la gauche française et les travaillistes britanniques nationalisant et, quelques années plus tard, la droite française et les conservateurs privatisant les biens de l'Etat. Mais, dans cette affaire, la question est tout ce qu'on voudra sauf une question de principe, car à tous les coups, que ce soit avec la nationalisation ou avec son contraire, c'est le patronat privé qui est et qui sera gagnant.

Lorsque l'Etat a nationalisé des entreprises, c'était presque toujours des "canards boiteux" en difficultés financières que l'Etat d'ailleurs subventionnait depuis belle lurette, comme la sidérurgie par exemple. Ces entreprises étaient le plus souvent invendables. Quel patron aurait été assez fou pour les racheter ? Cela valait à la rigueur une bouchée de pain. Eh bien l'Etat a racheté ces entreprises faillies, mais à prix d'or. Les actions des nationalisables avaient d'ailleurs grimpé en 1981 quand le prix du rachat fut connu, après que la gauche eut annoncé la décision de nationalisation.

Les nationalisations ont donc rapporté des milliards aux patrons vendeurs, au moins 40 milliards, dès le départ, prix officiel du rachat.

Mais il y a eu de la rallonge par la suite car les nouvelles entreprises nationalisées (c'est leur rôle économique) ont fait comme les anciennes des cadeaux au secteur privé. C'est une vieille pratique que connaissent bien la SNCF et EDF entre autres avec leurs tarifs préférentiels pour les industriels. En outre en ne nationalisant pas certaines filiales, l'Etat a créé un système de vases communicants qui ne communiquent que dans une seule direction, et qui permet de transférer directement ou indirectement des fonds vers les filiales restées privées. On le voit avec Thomson-CSF le bénéficiaire — privé — du contrat RITA avec l'armée américaine.

En définitive, grâce à l'aide de l'Etat qui s'est poursuivie, grâce aussi à la mise au chômage de centaines de milliers de travailleurs supplémentaires, certaines entreprises nationalisées ont réussi à obtenir un redressement financier .

C'est-à-dire que maintenant, elles sont mûres pour être dénationalisées. Celles qui rapportent à nouveau beaucoup de profit, justement.

Mais encore faudrait-il voir à quel prix ? Si Chirac et Toubon veulent vendre les banques et les assurances à la moitié de leur valeur (ce n'est qu'une supposition), cela aura beau s'appeler "dénationalisation", cela restera encore et à nouveau une aide de l'Etat au secteur privé. Car toute la question est là : à quel prix les entreprises nationalisées seront-elles vendues ? Et le patronat privé remboursera-t-il toutes les mises de fond, les aides passées de l'Etat, qui devraient logiquement être incluses dans le prix de vente ?

Poser la question c'est y répondre.

A.V.

TUNISIE

RÉPRESSION ANTIOUVRIÈRE

AU-DELÀ DE L'UGTT, CE SONT LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES QUI SONT VISÉS

Selon *Le Monde* du 7 novembre se référant aux sources de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (l'UGTT) *"les grèves générales de 24 heures décrétées dans les gouvernorats de Gafsa, de Gabès, de Sidi Bou Zid, de Medenine, de Tozeur, de Kasserine, ainsi qu'à Ben Arous, périphérie ouvrière du sud de la capitale, ont été suivies à plus de 90 % dans un calme absolu"*. Même si, selon les milieux gouvernementaux (tel que le rapporte le même numéro du *Monde*), à Gafsa le nombre des grévistes n'aurait pas dépassé 30 % et qu'à Gabès *"dans certains secteurs, ils ont été d'un peu moins de 50 %"*, on peut dire que malgré les attaques en règle du gouvernement contre l'UGTT, le pouvoir ne réussit pas pour autant à juguler les grèves.

Ces grèves du mardi 5 novembre ont fait suite à une autre série qui, à la fin de la semaine précédente, avaient touché par des mouvements sectoriels d'une durée de quelques heures ou d'une journée, les sociétés d'Etat, des banques, des mines, à Tunis et notamment dans les régions minières de Gafsa et Metlaoui ainsi que Gabès. Suite à ces mouvements, des centaines de licenciements à la compagnie des phosphates, et 180 à la société des chemins de fer, ont, selon l'UGTT, été prononcés.

Cela fait déjà plus de deux semaines que des hommes de main au service de Bourguiba et du Premier ministre Mzali attaquent les sièges des syndicats en essayant d'y déloger les syndicalistes dont certains ont été arrêtés et restent emprisonnés.

La nouvelle épreuve de force entre l'UGTT et le pouvoir tunisien, commencée en août dernier avec l'interdiction de son journal, s'est poursuivie avec la suppression du prélèvement automatique des cotisations des fonctionnaires et l'investissement par la police et des bandes armées des sièges syndicaux, puis leur fermeture.

Cette épreuve de force n'est pas la première du genre. En janvier 1978, une grève générale de 24 heures s'était terminée par une fusillade au cours de laquelle l'armée a fait plus de 200 morts.

L'emprisonnement de Habib Hachour, dirigeant de l'UGTT, et de nombreux syndicalistes avait suivi.

L'UGTT représente un pouvoir important avec ses centaines de milliers de syndiqués et son organisation qui sert surtout de courroie de transmission aux dirigeants politiques du pays au sein de la classe ouvrière. Habib Hachour est un vieux compagnon de route de Bourguiba qui fut avec lui membre du Néo-Destour, le parti officiel. A la tête de la centrale syndicale, il peut être un concurrent sérieux pour ceux qui postulent à la succession de l'actuel chef de l'Etat (Bourguiba a 83 ans). Mais la centrale syndicale, tout en étant pour partie un appendice du pouvoir, n'y est pas encore suffisamment intégrée pour ne plus refléter du tout les pressions de la classe ouvrière. Et il se trouve qu'aujourd'hui, où les salaires sont bloqués depuis deux ans (période pendant laquelle l'inflation a été de 25 %), le mécontentement grandit. Les émeutes de la faim de 1984, réprimées férocement par l'armée, ne sont pas loin.

Le gouvernement Mzali exige que l'UGTT s'oppose aux grèves et bien que celle-ci n'ait pas véritablement mis son poids à organiser la risposte des travailleurs contre les affameurs qui dirigent le pays, il l'accuse de faire le jeu de la Libye, et essaye de lui couper ses moyens d'existence. Soit pour faire pression sur ses cadres, soit pour démolir cet appareil et le remplacer par un autre plus docile. En réalité, le gouvernement Mzali vise non seulement l'appareil syndical, mais toute forme d'organisation par laquelle peut passer un mécontentement qui devient menaçant.

Louis GUILBERT

ALGÉRIE

LA DICTATURE CONTESTÉE

GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET ALGÉRIEN MAIN DANS LA MAIN POUR FAIRE TAIRE LES OPPOSANTS

☐ Le gouvernement français a interdit une manifestation de soutien aux opposants algériens emprisonnés qui devait se tenir vendredi 1er novembre à Paris. Les policiers chargés de faire respecter cette interdiction ont arrêté dix-sept personnes non prévenues, parmi ceux qui s'étaient présentés sur les lieux de la manifestation.

Pour justifier l'interdiction, le gouvernement a prétexté les "incidents" qui avaient eu lieu lors de la tenue d'un meeting en faveur des droits de l'homme, en septembre dernier. Quand on sait que les incidents en question étaient le fait de l'Amicale des Algériens en Europe, organe du FLN, qui avait fait de l'obstruction systématique pour empêcher le déroulement du meeting, on voit tout de suite de quel côté se situe le gouvernement français. Pour lui, les droits de l'homme dont il se revendique si fort ne sont pas valables dans les anciennes colonies françaises. En interdisant la manifestation, il a apporté son soutien ouvert au gouvernement algérien contre tous ceux qui s'élèvent contre le parti unique et revendiquent le droit d'expression.

Cela fait plusieurs mois qu'en Algérie, les différents opposants au régime, regroupés dans une Ligue des Droits de l'Homme, essaient de se faire reconnaître légalement. En Kabylie, où la minorité berbère s'oppose le plus violemment au régime, se sont créés des "Comités des enfants des Martyrs" dont les actions semblent rencontrer de la sympathie dans la population. Parallèlement, la répression gouvernementale s'amplifie.

Vendredi 1er novembre, à Tizi-Ouzou, au cœur de la Kabylie, les forces de l'ordre se sont violemment heurtées à des manifestants venus déposer une gerbe au monument aux morts de la ville, geste symbolique que les opposants renouvellent à chaque fête officielle. Mais cette fois-ci, il y avait plusieurs milliers de personnes derrière les "Fils des Martyrs", protestant contre les emprisonnements d'opposants de ces derniers mois. A la suite des affrontements avec la police, il y aurait des blessés, dont deux par balles, de nombreuses arrestations et la ville de Tizi-Ouzou aurait été isolée par un cordon sanitaire.

Le gouvernement algérien tente évidemment de minimiser ces affrontements, tout comme il veut faire taire toute opposition. Mais il a beau être secondé dans cette tâche par son homologue français, il n'arrive quand même pas à masquer le mécontentement qui grandit contre la dictature.

Marianne LAMIRAL

GUADELOUPE

COLONIALISME

LES PROVOCATIONS QUOTIDIENNES DES GARDES MOBILES CONTRE LA POPULATION

L'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* du 26 octobre, relate deux interventions des gardes mobiles significatives du comportement des forces de répression de l'Etat français et de l'accueil que la population leur réserve.

RÉNOVATION A BOISSARD

Inquiétude des habitants

Les premiers travaux de rénovation concernant Boissard ont commencé le mardi 15 octobre sur un terrain boisé du quartier de Lacroix. Il s'agit de l'un de ces terrains que les forces policières ont investis à maintes reprises pour rechercher Thimalon à travers les buissons et les arbres.

Un bulldozer est entré sur le terrain le mardi matin accompagné de trois jeeps occupées chacune par quatre gardes mobiles blancs armés de mitraillettes et de revolvers et protégés par des gilets pare-balles.

Cette démonstration militaire pour une simple rénovation avait pour but d'intimider la population du quartier de Lacroix qui a déjà manifesté ses inquiétudes à propos de cette rénovation. Ces inquiétudes se justifient car la population n'a jamais été informée dans tous les détails sur les conditions réelles de décasement, d'attribution de nouveaux logements et de moyens qui sont mis à sa disposition pour qu'elle bénéficie d'un meilleur habitat.

CITÉ MORTENOL A POINTE-A-PITRE

Les gardes mobiles en terrain conquis

Le mardi 22 octobre, la cité Mortenol Nord a été le théâtre d'une manœuvre d'intimidation de la part des gardes mobiles qui, depuis maintenant plus d'un mois, traînent dans le quartier.

En effet, les habitants rentrant chez eux vers 18 heures, au moment où il fait déjà sombre, se sont retrouvés qui en présence d'un pistolet-mitrailleur, qui en présence d'un pistolet. En effet, les gendarmes se sont mis à parader au pied de la cité, à la recherche de soi-disant voleurs de voitures. Le principal suspect qui a provoqué tout ce zèle policier était un jeune peintre-tôlier qui repeignait une voiture. Les gendarmes ont voulu l'arrêter. Mais ils ont rencontré la désapprobation de toute une partie de la population qui les a invectivés, leur reprochant de mettre en danger la sécurité des personnes avec leurs armes braquées d'où un coup peut partir à tout instant.

Voilà donc une population qui se sent quasiment prise en otage et menacée par des gendarmes à la recherche soi-disant de voleurs, et qui réagit.

La réaction de la population a entraîné que l'arrestation ne s'est pas faite.

Le jeune a été convoqué le lendemain à la police !

Militaire français chargé de surveiller la rénovation des quartiers pauvres de la région Pointe-à-Pitre-Abymes.

LA MUNICIPALITÉ DE LIVERPOO

THATCHER FAIT PAYER LA CI

Pour la première fois depuis la grande dépression de 1929, une grande ville britannique est au bord de la faillite. La municipalité de Liverpool, l'une des plus grandes villes ouvrières du pays, vient en effet d'annoncer que ses caisses étaient vides et qu'à défaut du versement immédiat de crédits supplémentaires par le gouvernement, elle devrait cesser tout paiement - en particulier de salaires - dans les semaines qui viennent.

Et la situation de Liverpool n'est pas exceptionnelle. Depuis que le gouvernement Thatcher a entrepris d'imposer aux municipalités de réduire leurs dépenses, la plupart d'entre elles en sont réduites à jongler avec les déficits, avec bien souvent la menace de la faillite sinon pour cette année, en tout cas pour l'an prochain.

Thatcher passe la corde au cou des municipalités

En Grande-Bretagne, ce sont les municipalités qui ont la charge, dans les grandes villes en particulier, d'une grande partie des dépenses publiques qui, en France, sont directement prises en charge par l'Etat. Ainsi, ce sont elles qui, outre l'entretien et l'aménagement urbain, ont la charge des transports, des écoles, des crèches, des logements sociaux, des services sociaux et d'une partie des services de santé. Elles doivent assumer les investissements dans tous ces secteurs, mais aussi payer les salariés qui y travaillent. Liverpool, par exemple, qui compte 550 000 habitants, emploie 31 000 salariés municipaux.

Pour financer ces dépenses, les municipalités disposent de trois sources de revenus : les impôts locaux (dont elles fixent elles-mêmes le taux), les revenus des logements sociaux (loyers et ventes) et la subvention versée annuellement par l'Etat.

Depuis 1980, le gouvernement Thatcher a imposé une réglementation draconienne aux municipalités. Dans le cadre de cette loi, l'Etat évalue par avance un plafond pour les dépenses de l'année, puis il calcule la subvention annuelle sur la base de ce plafond. Ensuite, la municipalité doit fixer le taux des impôts locaux de façon à établir un budget en équilibre. Mais si ses dépenses réelles dépassent le plafond de plus de 4 %, elle s'expose à des pénalités qui seront déduites l'année suivante de la subvention gouvernementale. En outre, les conseillers municipaux qui refusent de se soumettre à la loi sont passibles de fortes amendes. Et si ces amendes dépassent un certain seuil, ils peuvent même être "disqualifiés" : dans ce cas, non seulement ils perdent leur siège sur le champ, mais en plus il leur est interdit de se présenter à une élection pendant cinq ans.

L'objectif du gouvernement Thatcher était d'abord et avant tout de diminuer le volume des subventions de l'Etat aux municipalités. Il y est parvenu. Ces subventions représentaient 61 % des ressources municipales en 1979, elles n'en représentent plus que 48,8 %. Pour combler le trou ainsi créé, les municipalités ont dû augmenter les impôts locaux. C'était tout bénéfice pour le gouvernement Thatcher : il augmentait ainsi ses ressources fiscales sans avoir à en assumer la responsabilité politique, et en continuant à se présenter comme le champion des diminutions d'impôts !

Mais le gouvernement Thatcher a aussi réussi à imposer une diminution globale des dépenses municipales. Ainsi, en une seule année, de 1983 à 1984, ces dépenses ont baissé de 7 % en valeur réelle. Un chiffre modeste en apparence, mais qui masque en fait des conséquences dévastatrices.

Manifestation de soutien à la municipalité de Liverpool en 1984.

Les villes ouvrières sont les plus touchées

Car ceux qui ont payé le plus chèrement la note de ces réductions budgétaires, ce sont justement les plus pauvres, c'est-à-dire la classe ouvrière des grandes villes.

D'abord dans le domaine du logement. Un rapport gouvernemental reconnaissait qu'en 1984, un tiers des 4,5 millions de logements sociaux gérés par les municipalités étaient dans un état de délabrement plus ou moins avancé. Et la proportion était encore bien plus grande dans les vieilles villes ouvrières comme Londres ou Liverpool.

Or, de 1980 à 1983, la moyenne des crédits d'entretien pour chaque logement est passée de 5 200 F par an à... pratiquement zéro. Pour la simple raison que les municipalités ont dû prélever sur les budgets d'entretien pour combler les trous ailleurs. Et il en est allé de même pour les programmes de construction. Le résultat, c'est que le délabrement des quartiers pauvres des centres villes est allé en s'accélérant. Au point que les maisons trop délabrées pour être légalement mises en location se multiplient, diminuant d'autant les recettes municipales, tandis que s'allongent les listes de sans-abri.

Mais même ces économies-là ont été le plus souvent insuffisantes. Les municipalités s'en sont prises à ce qu'elles considéraient "superflu" mais qui était bien souvent essentiel pour la fraction la plus pauvre de la population : des milliers d'emplois ont été supprimés parmi les éducateurs, le personnel soignant à domicile, les aides-ménagères ; des crèches et des terrains de sport ont été fermés ; des milliers d'enseignants ont été licenciés dans les écoles primaires et techniques ainsi que dans les centres de formation professionnelle ; enfin certains services tels que le ramassage des ordures ménagères ont été concédés à des sociétés privées au prix de licenciements et d'une aggravation brutale des conditions de travail des ouvriers de ces secteurs.

Après avoir tenté de résister la plupart des municipalités travaillistes rentrent dans le rang

Ces villes les plus touchées par cette politique d'austérité, parce que ce sont des villes ouvrières et les plus pauvres d'entre elles, votent plutôt à gauche. Les municipalités y sont donc en général dominées par le Parti Travailliste et parfois même par la gauche de ce parti.

En période de prospérité, les réformistes ont ainsi la charge de milliers de postes au sein des municipalités, à partir desquels ils gèrent et répartissent les miettes que veut bien leur laisser la bourgeoisie au travers, en particulier, des subventions de son Etat.

Mais en période de crise, comme aujourd'hui, la bourgeoisie exige des gestionnaires réformistes qu'ils appliquent sa politique, son austérité. Elle leur impose d'en assumer la responsabilité politique devant la classe ouvrière, au travers de la gestion municipale, même lorsqu'ils sont dans l'opposition comme le sont aujourd'hui les travaillistes.

Alors aujourd'hui, les municipalités travaillistes tentent de résister.

Certaines ont essayé de s'en tirer "en douceur" en recourant à des artifices comptables, par exemple en anticipant sur des recettes à venir. Cela leur a permis de tenir un an ou deux de plus, en tirant sur le crédit des banques. Mais les problèmes, au lieu de disparaître, se sont aggravés.

D'autres, comme la municipalité du Grand-Londres, celles de Lambeth et d'Hackney dans l'agglomération londonienne, celles de Sheffield et de Liverpool dans le centre nord du pays, pour ne citer que les plus importantes, ont refusé d'adopter un budget tant que le gouvernement n'augmenterait pas sa subvention. Or, non seulement le gouvernement n'a pas cédé, mais en plus il a commencé à frapper les conseillers municipaux d'amendes et à les menacer de disqualification. Les unes après les autres, presque toutes ces municipalités sont rentrées dans le rang, acceptant tout ou partie des réductions budgétaires demandées. Et elles l'ont fait avec l'assentiment, sinon sur l'ordre du leader travailliste Neil Kinnock qui s'est déclaré partisan du recul avec cet argument : *"Si l'action des conseillers municipaux travaillistes signifie plus de pouvoir pour les conservateurs parce qu'ils sont écartés de leurs fonctions, alors il n'y a que les conservateurs qui peuvent y gagner quelque chose."*

L EN CESSATION DE PAIEMENT

ISE AUX VILLES OUVRIÈRES

Liverpool reste isolé

La municipalité de Liverpool est restée pratiquement seule à résister au gouvernement Thatcher. Liverpool est sans doute l'une des villes les plus pauvres du pays, l'une de celles où la municipalité a la marge de manœuvre la plus faible.

Liverpool se trouve en effet au centre de la région d'Angleterre la plus touchée par la crise. Une région dont l'industrie s'était bâtie au XIX[e] siècle autour des activités commerciales du port, et dont l'industrie a peu à peu disparu en même temps que diminuait le commerce maritime. Et aujourd'hui, la ville compte l'un des taux de chômage les plus élevés du pays — 25% sur l'ensemble de la population active et plus de 60% parmi les moins de 23 ans.

Jusqu'en 1983, la municipalité de la ville était dominée par une coalition formée par le Parti libéral et le Parti conservateur. La municipalité d'alors ne s'était pas gênée pour réduire les services municipaux en licenciant plusieurs milliers de salariés, et pour prendre dans les poches de la population ce qui manquait pour boucler son budget. En 1983, les loyers et les impôts locaux étaient devenus parmi les plus élevés du pays.

C'est sans doute cette politique menée par la municipalité sortante, en même temps que l'usure du pouvoir pour les conservateurs, qui permit aux travaillistes de l'emporter aux élections municipales de 1983, comme d'ailleurs dans plusieurs autres grandes villes du pays.

A Liverpool, l'organisation locale du Parti travailliste était alors dominée par l'une des tendances de gauche de ce parti, regroupée autour de l'hebdomadaire **Militant,** organe créé en 1964 et se réclamant du programme trotskyste. Les supporters du **Militant** avaient acquis leurs positions au sein de la municipalité à la suite de la défection en 1981 d'une grande partie des responsables travaillistes locaux, qui avaient participé à la formation du SDP (Parti social-démocrate).

A l'issue des élections municipales de 1983, ce sont donc les supporters du **Militant** qui se sont retrouvés confrontés au problème de la gestion municipale, c'est-à-dire en définitive de la gestion de la crise. Face à cette situation, les nouveaux conseillers municipaux ont voulu faire reculer le gouvernement Thatcher.

Depuis 1983, comme les autres municipalités travaillistes, la municipalité de Liverpool a donc essayé de résister, avec pour mot d'ordre *"ni augmentation des impôts, ni augmentation des loyers, ni licenciements".* A plusieurs reprises au cours de l'année 1984, elle a appelé les travailleurs et la population de la ville à manifester leur soutien à cette politique, à l'occasion de journées de grève ou de manifestations. Et le succès de ces appels a apporté la preuve que ce soutien était réel.

C'est d'ailleurs sans doute en partie grâce à ce soutien — sans doute aussi grâce à la grève des mineurs qui était alors dans son cours ascendant — que le gouvernement a finalement proposé un compromis à la municipalité en juin 1984, sous la forme d'une rallonge budgétaire, en échange de quelques réductions de dépenses minimes et d'une augmentation des impôts locaux de 17%, compromis que la municipalité a accepté en le présentant comme une première victoire.

Cette année, en 1985, la bagarre pour les subventions a repris de plus belle. En juin, le conseil municipal a adopté un budget déficitaire (ce qui est illégal), en n'augmentant les impôts locaux que de 9%. Ce budget comportait un trou de 1,5 milliard de francs, dont les deux tiers provenaient des pénalités imposées par le gouvernement à la suite de l'exercice 1984.

Comme le budget adopté était illégal, le gouvernement a refusé de verser sa subvention, obligeant la municipalité à vivre exclusivement de crédits bancaires. Crédits qui se sont faits de plus en plus rares avec le temps, au point de compromettre parfois le fonctionnement quotidien des services municipaux. C'est ainsi qu'il est arrivé bien souvent ces dernières semaines qu'une partie seulement des bennes à ordures puissent être utilisées faute de réserves suffisantes en gasoil.

Début septembre, le gouvernement a lancé la menace d'amendes et de disqualification contre les 48 conseillers municipaux de la ville. Le 24 septembre, ceux-ci ont tenté de riposter tout en essayant de se protéger sur le plan légal : d'un côté ils lançaient un préavis aux 31.000 salariés municipaux indiquant qu'à partir de la fin décembre la municipalité ne serait plus en mesure de les payer, ce qui permettait à la fois de rééquilibrer en partie le budget et d'obtenir de nouveaux prêts bancaires; de l'autre ils appelaient, par la voix des membres du **Militant** qui sont influents dans l'intersyndicale des travailleurs municipaux, à une grève générale illimitée contre la politique d'austérité du gouvernement.

Seulement il semble que cette tactique ait été mal comprise par bien des travailleurs, ou que ceux-ci se soient lassés d'un conflit qui pouvait paraître sans issue. Déjà, en juin, une manifestation appelée par le conseil municipal avait rassemblé moitié moins de participants qu'un an auparavant. Et cette tendance s'est confirmée en septembre. De tous les syndicats, un seul, le GMBATU qui regroupe l'essentiel des travailleurs manuels de la muncipalité, a voté — à une faible majorité — pour la grève. Mais dans les autres syndicats la majorité s'est prononcée contre, ou bien les dirigeants locaux ont purement et simplement refusé de consulter la base. En même temps des dirigeants syndicaux du NUT (enseignants) et du NUPE (cols blancs) ont attaqué devant les tribunaux le préavis lancé par la municipalité. Les juges se sont aussitôt empressés d'invalider ce préavis, replongeant la municipalité dans l'illégalité et surtout lui interdisant tous recours bancaires : jamais on n'avait vu un tribunal britannique se montrer aussi zélé à condamner un employeur !

Alors, aujourd'hui la municipalité de Liverpoool, et en particulier les conseillers municipaux proches du **Militant,** sont acculés de partout. A Liverpool même, la droite travailliste minoritaire cherche à profiter de la situation pour mettre les supporters du **Militant** en difficultés. De son côté, la direction du Parti travailliste a concocté une "solution" de compromis. Une solution qui comporte une augmentation de 15% des impôts locaux, une augmentation des loyers et surtout le gel des réparations de logements et des embauches. En contrepartie de quoi certaines municipalités travaillistes seraient prêtes à faire une avance à la municipalité de Liverpool sur leurs propres fonds.

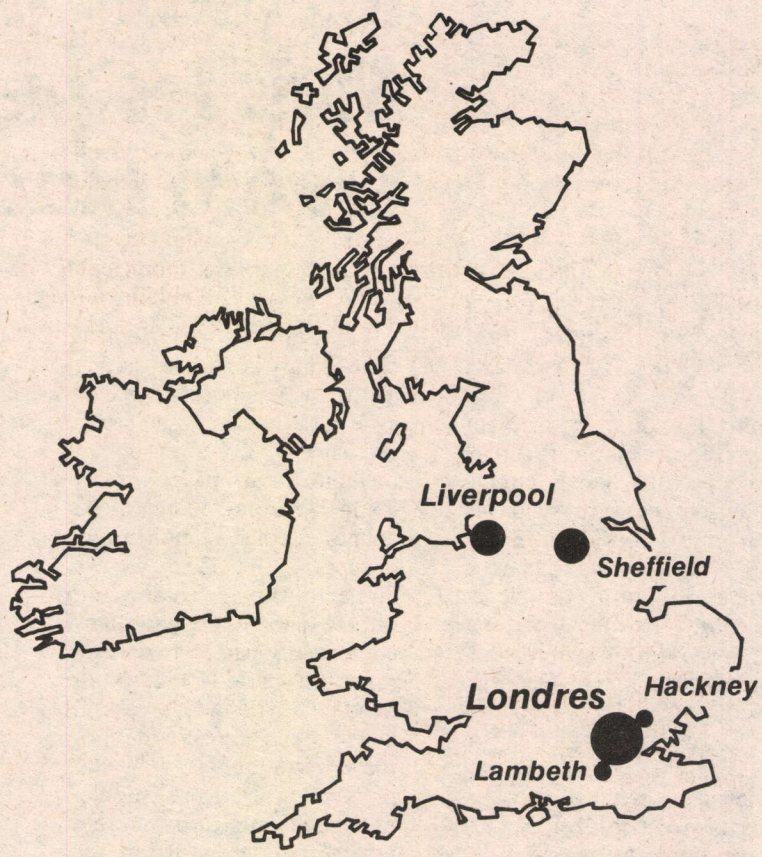
Grâce à cette médiation, le gouvernement Thatcher se paie le luxe de rester en dehors du coup, en traitant les conseillers municipaux de Liverpool d'affameurs, tout en laissant les travaillistes régler le problème entre eux. Quant au leader travailliste Kinnock, il dispose ainsi d'un moyen de pression contre le **Militant.** Un moyen de pression dont il cherchera à se servir non seulement contre les supporters du **Militant** à Liverpool, mais aussi partout ailleurs dans le pays : avant même qu'éclate la crise de Liverpool, la direction travailliste n'a-t-elle pas fait exclure 18 militants de cette tendance en deux ans? Quant à la classe ouvrière de Liverpool, Kinnock montre ainsi que s'il ne tient qu'à lui, elle devra céder comme ailleurs, et accepter de payer les frais de la crise.

Aujourd'hui, de Kinnock à Thatcher en passant par les journalistes de la presse française, tout le monde peut bien se délecter en parlant des "gauchistes licencieurs" de Liverpool. Il est toujours facile de calomnier, surtout des gens qui sont acculés dans une impasse.

Les supporter du **Militant** à Liverpool ont eu au moins le mérite de défendre l'idée que la classe ouvrière ne doit pas se laisser faire, qu'il ne faut pas baisser les bras.

Mais sur le terrain de la gestion municipale, sur un terrain réformiste, le gouvernement Thatcher avait beau jeu de les réduire à la défensive et de les acculer. D'autant plus qu'aujourd'hui, après la défaite des mineurs, le gouvernement Thatcher est en position de force, suffisamment pour ne pas craindre de s'attaquer à une municipalité ouvrière, fût-elle de gauche et d'extrême-gauche et prête à lui tenir tête, comme la municipalité de Liverpool.

François ROULEAU



Manifestation à Lambeth contre l'austérité, le 7 novembre 1984.

Les logements sociaux délabrés se multiplient.

FLEXIBILITÉ DU TEMPS DE TRAVAIL

Le gouvernement court derrière les désirs des patrons. Mais les patrons courent encore plus vite.

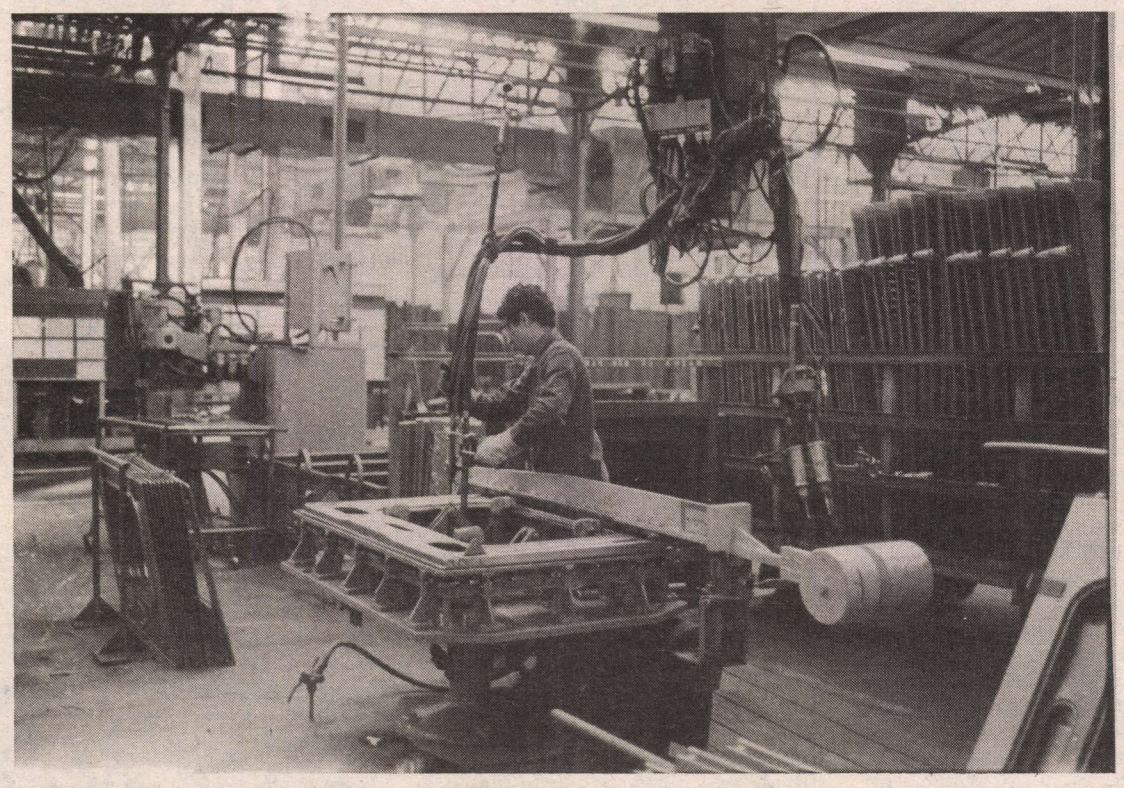
Le projet d'accord sur la flexibilité du temps de travail négocié en décembre 1984 entre le CNPF et les syndicats CFDT, FO, CFTC et CGC avait fait chou blanc : devant l'opposition de la CGT à un tel projet, et du coup la crainte qu'avaient les autres syndicats de trop se déconsidérer, FO et CFDT avaient fait marche arrière et refusé de signer l'accord.

On va donc essayer maintenant de nous faire avaler cette flexibilité selon les vœux patronaux par un autre bout : le ministre du Travail, Michel Delebarre, prépare dans ce sens un projet de loi qu'il pourrait présenter au Conseil des ministres dès le 13 novembre prochain. Et c'est pour argumenter en faveur du projet gouvernemental qui devrait assouplir la législation sur les horaires de travail, que le journal **Le Monde** du 5 novembre, dans sa rubrique "économie", citait les exemples de plusieurs entreprises appliquant déjà, en tournant quelque peu la loi, la flexibilité des horaires.

Car les patrons ne se sont pas gênés pour trouver mille moyens de contourner la législation actuelle; d'autant plus facilement d'ailleurs qu'une ordonnance de janvier 1982 leur accorde déjà la possibilité de négocier localement avec les syndicats des modulations de l'horaire de travail au long de l'année, pourvu que la moyenne annuelle respecte les 39 heures.

Le Monde cite par exemple cette filature de Castres dans le Tarn, où par accord avec le syndicat le patron faisait effectuer en 1984 32 heures supplémentaires non payées, mais compensées par 40 heures de congés accordées en période creuse ; en 1985, c'est 56 heures supplémentaires qui ont été faites non payées, mais compensées par 56 heures de repos en période creuse. Si pendant ces périodes creuses il avait imposé 56 heures de chômage technique et avait dû alors payer les heures supplémentaires au tarif majoré imposé par la législation, les ouvriers auraient gagné plus. Pour l'an prochain ce patron voudrait arriver à faire faire 48 heures par semaine au mois de mai, payées 39, contre une compensation en jours de congé à une période creuse de l'année.

Si aux filatures de Castres l'objectif du patron est de suivre au plus près la demande pour éviter de faire des stocks, à l'usine Sprague-France à Tours (une usine de 700 salariés qui fabrique des composants électriques) c'est pour rentabiliser au maximum ses nouvelles machines que la direction a décidé de les faire tourner en permanence. Alors la direction a introduit une dizaine d'horaires de travail différents, des équipes qui se relaient jour et nuit, avec des équipes sur les cinq jours ouvrés, des équipes dites de 6x6 qui travaillent six jours par semaine, six heures par jour, avec des ouvriers qui ne font que le week-end, mais travaillent 24 heures en deux jours... Le patron voudrait l'an prochain obtenir le droit de passer outre la loi sur l'interdiction du travail de nuit pour les femmes pour pouvoir en mettre aussi en équipe de nuit, et avoir la possibilité de moduler l'horaire de travail hebdomadaire jusqu'à cinq heures en plus ou en moins des 39 heures.



Vous voyez, explique en substance le journal **Le Monde,** en présentant ces exemples : de toute façon, la flexibilité du temps de travail est en train de se mettre en place; c'est une nécessité inéluctable, mais elle se fait de façon sauvage, et il vaudrait mieux la légaliser, pour éviter les abus.

Drôle d'argumentation : si les patrons trouvent déjà les moyens de prendre autant de liberté avec la réglementation du temps de travail en vigueur, qu'est-ce que ça sera si on leur accorde en plus tous les droits de jouer sur les horaires de travail, comme s'apprête à le faire le gouvernement ?

Patricia MULLAN

LA FLEXIBILITÉ EN PRATIQUE

La flexibilité, on en a beaucoup parlé. Le patronat pour l'exiger, le gouvernement pour la recommander tout en faisant croire qu'il n'est pas prêt à céder sur tout.

Eh bien, dans les entreprises, cela fait beaucoup de temps que les patrons ont pris les devants. En voici quelques exemples, puisés dans nos informations d'entreprises pour la semaine qui vient de s'écouler.

• LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI D'ABORD :

A Renault-Flins, une dizaine de jeunes qui étaient sous contrat-formation à la Sellerie Mécanique seront licenciés dans les prochains jours, à l'expiration de leur contrat. Ces jeunes n'auront rien coûté en charges sociales à la Régie, pas grand-chose en salaire, et ils lui auront rapporté tout autant que n'importe quel travailleur. Et pour les licencier, pas besoin d'autorisation administrative préalable !

A l'arsenal de Lorient, les contrats de 3 à 4 mois se multiplient. Là ce sont des *"marchands d'hommes"* qui embauchent ces travailleurs pour les prêter à l'arsenal. L'Etat, qui est le patron de l'arsenal, n'a même pas à se salir les mains !

• LA FLEXIBILITÉ DES CONDITIONS ET DES HORAIRES DE TRAVAIL ENSUITE :

A la SNECMA (Gennevilliers), les temps de fabrication ont été baissés, jusqu'à 30% dans certains secteurs.

Ailleurs, on annonce des samedis travaillés, dans des entreprises qui ont parfois connu récemment chômage partiel ou réductions d'effectifs. C'est le cas à *Peugeot* (Sochaux), à *Renault* (Flins), à *RVI* (Montplaisir), à l'*Alsthom* (Saint-Nazaire) et à *Citroën* (Aulnay). Et quand ce ne sont pas des samedis travaillés, ce sont des heures supplémentaires comme à la *Bourgogne-Electronique* (Dijon) ou à la *Thomson* (Vélizy).

Cette flexibilité qu'ils font semblant de réclamer à cor et à cris, les patrons ne se gênent pas pour la mettre d'ores et déjà en pratique. Le gouvernement socialiste, comme dans bien d'autres domaines, n'aura plus qu'à entériner la chose, et à la parer de toutes les vertus.

P.M.

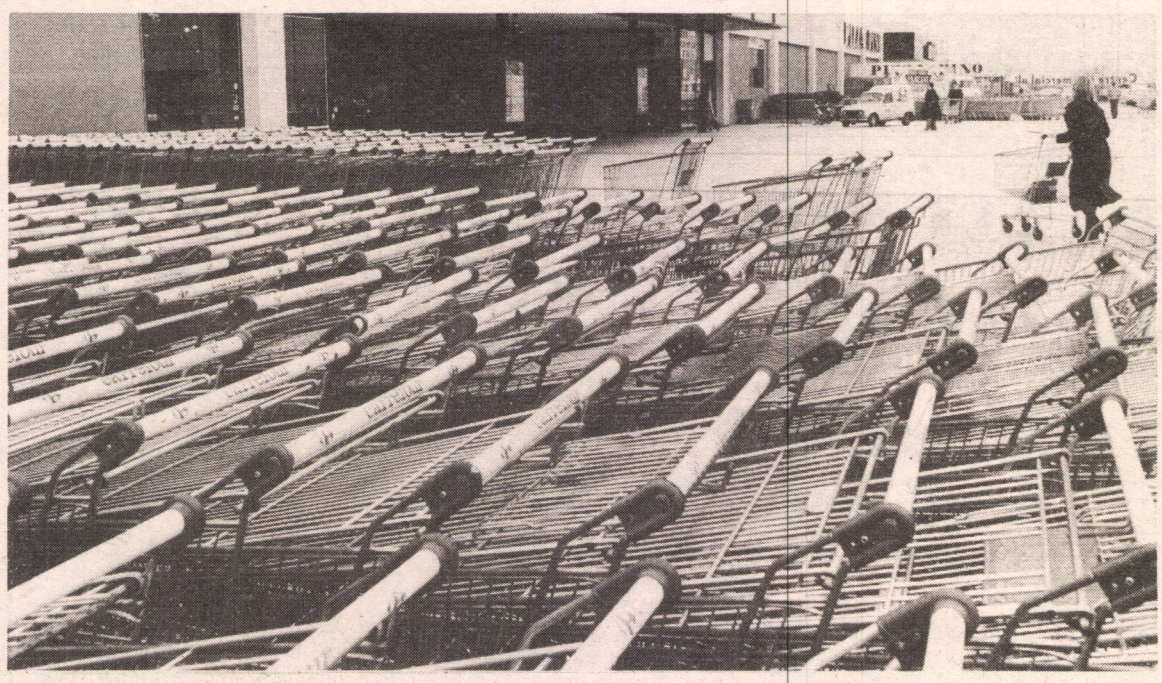
LES PATRONS VIOLENT LA LOI... L'ADMINISTRATION ET LA JUSTICE "LAISSENT FAIRE"

Les patrons en prennent d'autant plus à leur aise vis-à-vis de la réglementation actuelle sur le temps de travail qu'ils bénéficient de la bienveillance de l'administration. Le "petit tour" dans les directions départementales du travail (dont dépendent les inspecteurs du travail) relaté par *Le Monde* du 7 novembre est édifiant. Un directeur du travail dans un département du Nord-Ouest déclare que *"l'administration est mise devant des situations tout à fait nouvelles qui ne répondent à aucun cadre légal ou règlementaire. L'assouplissement est à la mode"*. Lorsqu'un patron sort de la légalité, *"la recherche de la sanction ne m'apparaît pas fondamentale"* ajoute-t-il. Pour un de ses collègues, dans le Sud-Est, *"on entre pas à pas dans un autre type de société. On nage dans une relative illégalité depuis un an ou deux... Sur les contrats à durée déterminée ou sur le travail temporaire, la légalité est violée en permanence. On est en pleine mutation..."* Et ça ne désespère pas ce représentant de l'Etat : *"l'administration, souvent, laisse aller. A mon avis, elle a raison. La philosophie du laisser-faire s'instaure et l'économique l'emporte sur le social. C'est la tendance majoritaire."*

Et la justice, elle, suit-elle aussi la philosophie du laisser-faire ? Quand, *"dans l'administration certains tiennent à faire appliquer la réglementation, du côté de la justice on est un peu plus réticent"* dit le premier directeur interviewé.

L'Etat, chargé de faire respecter la loi ? Quand elle est favorable aux patrons, sans doute. Dans le cas contraire, on laisse faire... et on prépare un nouveau texte légalisant les pratiques illégales !

M.B.



OUVERTURE DES HYPER-MARCHÉS LE DIMANCHE

RAS L'CADDY !

Grande promotion sur les marrons gratuits à l'hyper-marché de la Ville-du-Bois, le dimanche : les marrons en question n'étaient pas en libre-service, mais distribués par les gardes mobiles venus le 27 octobre s'opposer aux manifestants qui protestaient contre l'ouverture dominicale de cette grande surface.

Officiellement en effet, le travail du dimanche n'est pas autorisé dans le commerce... à de nombreuses exceptions près : commerces dits de proximité, boutiques n'employant que les gens d'une même famille, zones touristiques, notamment. Cela concerne donc essentiellement le petit commerce, même si des dérogations peuvent être accordées aux grandes surfaces par les autorités (par exemple, pour ce qui concerne l'ameublement ou l'électro-ménager). Et puis, il y a aussi certains centres commerciaux dont l'ouverture le dimanche est, sinon autorisée, du moins tolérée.

En région parisienne, de tels cas ne seraient pas exceptionnels. Seulement, à la Ville-du-Bois (dans l'Essonne), la direction du Continent a visiblement préféré battre le tambour et se faire de la publicité ainsi.

C'est qu'avec la stagnation de la consommation, liée aux salaires qui ne suivent pas les prix ou au chômage, la concurrence s'est avivée dans les zones où coexistent petits et grandes commerces. Et certaines grandes surfaces cherchent à rafler aux petits commerçants une partie de leur clientèle du dimanche, de celle que l'on voit traditionnellement sur les marchés ou dans les boutiques de quartier ce jour-là.

Les protestations ne se sont pas fait attendre. Le 26 octobre, le CGT se trouvait devant l'hyper-marché Continent de la Ville-du-Bois et faisait signer aux clients une pétition contre le travail dominicale des employés. Le lendemain, FO et la CFDT manifestaient pour le respect du repos du dimanche, aux côtés de petits commerçants du CID-UNATI qui entendaient protester contre la menace que Continent fait peser sur leurs activités.

Une dégration des conditions de travail

Voici quelques jours, le président du Groupement National des Hypermarchés avait expliqué sur France-Inter que l'ouverture du dimanche permettrait de créer 14 000 emplois (dont la moitié à mi-temps). En période de chômage, les patrons nous chantent tous la même chanson : laissez-nous faire, cela permettra d'embaucher...

On sait ce que cela vaut ! Dans ce cas précis, d'ailleurs, le ministère du Commerce estime qu'une telle mesure mettrait en péril 24 000 emplois dans le petit commerce. Et même si l'on ne peut évidemment pas contrôler ces chiffres, on a tout lieu de craindre que cette ouverture dominicale ne soit guère plus profitable aux employés de commerce qu'aux consommateurs.

L'exemple de ce Continent nouvellement ouvert parle de lui-même : on y a surtout embauché des employés à mi-temps, à temps partiel et sous contrats à durée limitée avec obligation du travail le dimanche ! C'est sans doute une nouvelle illustration de ce que Fabius appelle *"la nécessaire flexibilité du temps de travail"* !

Pas contrariant, le ministre du Commerce, Michel Crépeau, a précisé en faisant allusion à la messe du dimanche : *"remplacer le tabernacle par le tiroir-caisse, est-ce souhaitable ?"* tout en laissant d'ailleurs la question en suspens. Quant à la CFDT, qui avait pourtant manifesté devant Continent mais dont on sait l'attachement de certains dirigeants au "tabernacle", elle s'est empressée de faire savoir que *"nous souhaitons débloquer la situation. Nous ne sommes ni pour tout ouvrir, ni pour tout fermer, nous sommes pour la négociation"*. Quand on voit ce qu'une telle négociation vient de donner dans le cas de l'indemnisation du chômage, on en viendrait à souhaiter, pour les employés de commerce comme pour les consommateurs, que Maire se limite à des négociations sur le commerce des hosties.

Pierre LAFFITTE

THIERS

COUPS DE CANIF DANS LES SALAIRES !

Le couteau fait partie de la vie quotidienne, à tel point qu'on ne se pose guère de question à son sujet. Sait-on qu'aujourd'hui, 70 % de la production nationale des "instruments tranchants" sont encore produits dans la ville de Thiers, une ville dont c'est la spécialité depuis cinq siècles ? Or, l'industrie de la coutellerie échapperait à la crise.

Sachant que d'autres villes de France, célèbres par leur spécialité, ont été frappées de plein fouet par la crise économique, il y avait de quoi intriguer un journaliste du *Nouvel Economiste*. Même s'il y est allé en quête de bonnes recettes pour les patrons de ce pays, son reportage est édifiant.

Comme les autres, les patrons thiernois se plaignent de la concurrence. Il vaut mieux crier avant d'avoir été touché, car pour le moment, la concurrence, représentée par divers pays du Sud-Est asiatique, est plutôt virtuelle puisque les importations sont rigoureusement contrôlées par la Communauté économique européenne.

Puisque Rambo...

En attendant, 3 700 personnes éparpillées dans 240 entreprises, souvent minuscules, suffisent pour réaliser 400 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, avec une production très variée. On trouve de tout dans la coutellerie thiernoise : des couteaux *"en forme de tour Eiffel, de crocodile, de quille ; à l'effigie de Lénine ou d'un coureur cycliste ; style Napoléon III ou Art Nouveau : destinés aux marins, aux vignerons ou aux vétérinaires"*. Il y en a pour tous : pour les amoureux de la nature, les fans du barbecue et même pour le maniaque de la sécurité. Le couteau-vedette s'appelle le "Rambo I", *"veritable"* couteau de survie avec boussole, loupe et lampe de poche intégrée. Il ne coûte *"que"* 2 400 F. On attend avec impatience le Rambo II. Qu'aura-t-il de plus ? Une trousse de secours pour les héros maladroits ?

...Et les symposiums ne suffisent pas...

Mais on a beau multiplier les gadgets, la consommation intérieure n'augmente pas. Alors, gros malins, les patrons thiernois se sont avisés qu'ils devraient partir à la conquête du marché intérieur (comme leurs concurrents asiatiques !). Ils se lancent maintenant dans des opérations de charme et de séduction comme l'organisation d'un *"Symposium de la sculpture métallique"* qui a réuni une pléiade d'artistes de renommée internationale. Les organisations en espèrent bien quelques retombées sonnantes et trébuchantes. Mais pour le moment, cele sonne encore le creux.

...Les patrons coupent dans les salaires

Alors, comme le dit si prosaïquement le président de la chambre locale de la métallurgie, *"on se serre la ceinture"*. *"On"*, on l'aura compris, ce sont les travailleurs thiernois dont le journaliste du *Nouvel Economiste* nous apprend que les *"salaires sont inférieurs de 20 % à ceux de l'ensemble de la profession"*, c'est-à-dire des salaires de la métallurgie. Les patrons thiernois ont d'autant plus envie de maintenir les salaires au plus bas, que ceux-ci représentent 75 % du prix de revient du couteau.

En cinq siècles, la méthode de production s'est évidemment modernisée et il existe aujourd'hui des entreprises modernes, des *"coutelleries intégrées"*, mais à côté les vieux ateliers sont toujours là, et aussi le travail à domicile qui permet au patronat d'économiser sur les fournitures en en faisant porter une partie du poids sur les travailleurs. Il y a encore 700 travailleurs à domicile à Thiers. Un sur cinq !

Le bas niveau des salaires, s'il ne fait pas l'affaire des travailleurs, a séduit un certain nombre de capitalistes qui sont venus installer leur entreprise à Thiers pour profiter de cette manne. C'est le cas de Sereg-Schlumberger qui fabrique des vannes pour l'industrie pétrolière, ou de Dapta-Malinjoud, première entreprise de sous-traitance cotée en bourse, tellement ça marche bien !

Thiers reste bien la ville *"noire"*, selon une expression de George Sand, surtout pour les travailleurs.

J.F.

CENTRE F.P.A. P.-BOILEAU (METZ)

LE DIRECTEUR S'EST MIS DANS DE BEAUX DRAPS

Le centre regroupe environ 400 stagiaires, dont 280 internes. Tous les corps de métiers du bâtiment et de la mécanique y sont représentés. Nous sommes logés en chambrées, par quatre. Nos cours durent 35 heures par semaine.

La première chose qu'on constate en arrivant, c'est le mauvais état du centre : les rideaux de douche sont aux trois quarts noirs de moisissure, le plâtre des murs et du plafond s'effondre.

Aussi, lorsqu'on nous annonça qu'il manquait plus de deux cents draps et qu'il n'était pas possible de les changer toutes les trois semaines comme prévu au règlement, nous avons fait une pétition pour exiger : la réfection des douches, l'installation d'une salle carrelée pour pouvoir cuisiner chaud le week-end, la création d'un budget d'animation.

La pétition fut signée par 260 internes sur 280.

Un inspecteur, qui visitait à ce moment-là le centre, prit connaissance des revendications et accepta la salle carrelée et un crédit de 20.000 F pour acheter des draps. Mais, une fois l'inspecteur parti, le directeur est revenu sur tout, en déclarant, sur un ton moralisateur, qu'avec l'argent nécessaire à la réfection des centres FPA on pouvait construire au moins trois hôpitaux. Ce à quoi l'un d'entre nous a répondu qu'avec l'argent dépensé pour la bombe, on pourrait construire beaucoup d'hôpitaux et de centres FPA.

Aussi, face à cette fin de non-recevoir, nous nous sommes réunis à une soixantaine et avons décidé de faire la grève pour nos revendications, en y ajoutant le chauffage, car le froid commençait à se mettre de la partie.

La veille de la grève, le 30 octobre, le directeur a convoqué les délégués et parlé de modifications éventuelles d'ici quinze jours au plus. Nous lui avons annoncé que la grève était maintenue. Aussi a-t-il tenté une nouvelle manœuvre en rétablissant le soir même le chauffage dans les chambres, mais pas dans les ateliers.

Rien n'y fit. La grève fut suivie le lendemain, le jeudi 31 octobre, par environ 200 stagiaires et le directeur préféra céder et vint expliquer, à notre demande, devant les grévistes réunis qu'il y aurait le chauffage et l'eau dans les ateliers, une salle carrelée, les heures de grève payées, et 200 draps achetés (ils sont arrivés).

Le centre étant fermé la semaine de la Toussaint, nous veillerons à la rentrée à ce qu'il respecte ses engagements.

Correspondant L.O.

HAVREY (BORDEAUX)

VÊTEMENT CHIC, EXPLOITATION CHOC

Havrey est une petite entreprise de la banlieue bordelaise, installée à Pessac, qui emploie 350 salariés, dont une forte proportion de jeunes femmes. On y fabrique des vêtements chics en Tergal.

Les conditions de travail y sont très dures ! Les cadences difficiles à tenir, les chefs toujours sur notre dos et chrono en main. Leur tactique, c'est de baisser le nombre de points. Un veston, par exemple, représentait 6 points ; ils le passent à cinq points. Et c'est ce nombre de points qui sert de base au calcul des primes de rendement, le salaire étant au SMIC.

A cela s'ajoute l'inquiétude pour l'avenir, avec des menaces de fermeture. Déjà, il y a quelques mois, trois employées ont été licenciées, dont une qui avait 20 ans d'ancienneté, pour cause de maladie et de mauvais rendement. Trois autres, découragées, sont parties d'elles-mêmes.

En octobre, il y a eu une semaine de chômage technique, payée, mais que l'on "rembourse" au patron à raison d'un quart d'heure par jour. Et en décembre on va nous obliger à prendre la 5e semaine de congé. Le patron prétexte la baisse des commandes, alors qu'il vient d'acheter des machines ultra-modernes pour 400 millions de centimes.

Tout le monde craint la fermeture et la direction laisse courir, intentionnellement sans doute, le bruit de 100 licenciements. Ce qui, malgré la colère qui existe, entretient un climat de peur. Dans ce climat, pas étonnant que beaucoup d'ouvrières se croient obligées de travailler vite.

En attendant, à la fin du mois, lorsqu'on aura touché nos 3.600 F, on pourra peut-être s'acheter un blouson Havrey à 2.500 F — à condition de crever de faim tout le mois — mais certainement pas la gabardine Havrey à 4.000 F....

LANGRY (SEINE-MARITIME)

LES OUVRIERS DONNENT DE LA VOIX LE PATRON BAISSE LE TON

L'entreprise Lanfry est une entreprise familiale qui emploie 140 salariés à la restauration des monuments historiques.

Les salaires y sont pour la plupart inférieurs à 5.000 F, avec en prime (pas le 13e mois, car tout le monde ne le touche pas) des conducteurs de travaux qui sont là pour pousser au rendement.

Une centaine d'ouvriers, essentiellement des maçons et des tailleurs de pierres, ainsi que quelques charpentiers, travaillent sur des chantiers de deux ou trois personnes, disséminés dans la région. Ce qui rend les contacts difficiles.

Et pourtant, lors de la journée du 24 octobre, malgré cette dispersion, malgré aussi les pressions de la hiérarchie, nous nous sommes retrouvés à 70 devant les bureaux de la direction pour manifester notre mécontentement sur les salaires et l'emploi. Cela faisait une vingtaine d'années qu'il n'y avait pas eu autant de monde !

Du coup, Lanfry s'est empressé de venir recevoir une délégation. Pour une fois, il s'est déclaré prêt à revoir la question des salaires. Tout en faisant son baratin habituel sur les difficultés de l'entreprise et sur les ennuis qu'il risquait d'avoir avec son syndicat (la chambre patronale du bâtiment, dont il est un dirigeant...) s'il donnait trop.

Pour le coup, après tant de fins de non-recevoir, ce changement de ton a été considéré comme un succès. Et tout le monde se tient prêt à recommencer si c'est nécessaire !

LES TRAVAILLEURS EN PARLENT

FABIUS-CHIRAC : MATCH NUL !

Le match Fabius-Chirac, s'il a été un peu commenté dans les entreprises au cours de la semaine écoulée, n'a guère fait impression.

Certains, comme aux ateliers RATP-Championnet, y ont vu *"un match nul : ils étaient aussi mauvais l'un que l'autre"*. Tout comme d'ailleurs des cheminots de l'atelier SNCF de Paris-Masséna, qui eux aussi les renvoient dos à dos, tout en relevant les 40.000 fonctionnaires que Chirac veut supprimer ainsi que les dénationalisations qu'il propose. Ce qui a conduit ces travailleurs à s'inquiéter pour le sort qu'il réserverait au statut de cheminot.

Quant à Fabius, il ne fait plus illusion. Comme le disaient des postiers d'Issy-les-Moulineaux : *"Fabius, ce n'est pas à nous qu'il parle. Il cherche des voix à droite"*.

Au bilan, comme l'ont dit des cheminots de la Gare de Lyon, *"ce qu'ils ont dit, on le savait déjà !"*

L'exploitation dans le textile : tricoter ferme et filer doux.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

INDIGESTE

Avant, on avait droit à 20 points d'augmentation individuelle tous les 18 mois, sans discours.

Maintenant, on a droit à 11 ou 13 points tous les 2 ans, avec discours : on nous félicite et on nous dit qu'on est très content de nous.

Leur recette n'a guère de succès. Forcément : dans les épinards, la pommade ne remplacera jamais le beurre.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière BNP-Bergère (Paris)

LES ABSENTS COMPTEZ-VOUS

La semaine dernière, une surveillante s'inquiétait de l'absence d'un opérateur. Porté absent, on s'aperçut, une heure après, que celui-ci était affecté dans une autre salle, au Réveil.

Il est sûr que, tant qu'on prévoira une personne dans deux salles, il sera automatiquement absent dans celle où il n'est pas.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Inter-Archives (Paris)

EXAUCEZ-LES

Les contrôles et les fouilles ont repris aux postes de garde !

Allez, un bon geste ! Que le copain qui a embarqué un Exocet se dépêche de le rapporter !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Aérospatiale (Bourges)

L'ÉTAT DES SIÈGES

Des panneaux avec un dessin sont apparus sur les murs des salles de PIM, recommandant de se tenir le dos bien droit sur les sièges en travaillant : *"Notre capital santé... une bonne position"*.

Fort bien. Mais on attend pour ça d'avoir un capital-sièges convenable, parce que ceux qu'on a n'ont vraiment pas la santé.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Créteil-CTA (Val-de-Marne)

LES BLEUS ONT LE BLUES

Le nouveau système de bleus mis en place faisait qu'il n'était pas rare qu'au retour des lavages le propriétaire ne retrouvait pas son bleu. Maintenant le nouveau système de mutation interne mis en place fait qu'il n'est pas rare qu'au retour des lavages le bleu ne retrouve pas son propriétaire.

Avec le mélange des deux, on est toujours marron pour retrouver nos bleus.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc (Vitry)

Le ministère de la Culture ayant décrété que le mois de novembre serait **"le mois des musées et des arts plastiques"**, *un bon nombre d'expositions en tout genre sont organisées, un peu partout en France.*

Il y en a pour tous les goûts : de la peinture bien sûr, mais aussi de la décoration, du mobilier, de la vaisselle, etc. On relève au passage que le musée du Grand Palais présente 200 œuvres acquises par l'Etat depuis cinq ans — peut-être histoire de prouver que l'argent des contribuables ne part pas totalement dans des bombinettes ... ?

LE CHOC DES PHOTOS

"LES REPORTAGES DU MAGAZINE "LIFE" ENTRE 1946 ET 1955"

1946 à 1955 : c'est une période de l'histoire contemporaine riche en événements de première importance, d'Israël à la Chine, de l'Inde à Berlin, qu'il est intéressant de voir en raccourci à travers une série de photographies de reportages - surtout lorsque ce sont celles de grands reporters, percutantes et significatives.

Le magazine *Life*, créé en 1936 et consacré au reportage photo, eut un peu son âge d'or durant cette période. Sur plus de 150 000 clichés concernés, l'exposition *Life* du musée des Arts Décoratifs en présente environ 200. C'est tout de même une époque qui revit en partie.

Vue à travers *Life*, cette époque, c'est en même temps celle des Etats-Unis de l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire celle d'un capitalisme devenu le plus puissant de la planète, en plein boom, sûr de soi, rempli de sa bonne conscience et de ses valeurs morales. Effacées les années 1930. Les capitaux repartaient plus que jamais à l'assaut du profit. Et les reporters de *Life* illustrèrent aussi cet aspect du monde d'après-guerre : le héros américain (il faut voir J.-F. Kennedy à 29 ans, le succès à la portée de la main !), la star, l'Américain "ordinaire" mais qu'on dirait sorti d'un film de Hollywood, conscient de sa virilité et de ses responsabiltiés de justicier... C'était beau, le mythe de l'"american way of life" !

Mais le justicier des vallées perdues de l'Ouest s'était pourtant déjà mué en gendarme du monde. La guerre, il n'était pas près d'en sortir. Et les photos des soldats américains dans la guerre de Corée sont éloquentes... Rien à voir avec Rambo !

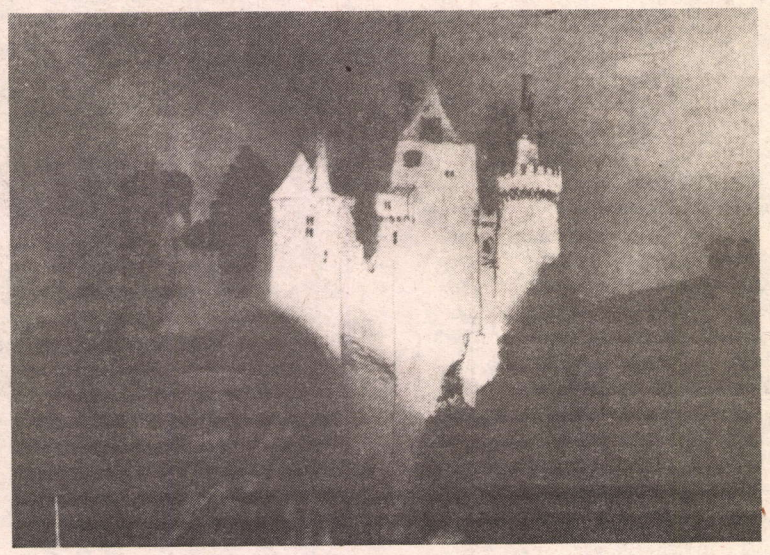
Musée des Arts Décoratifs, 107, rue de Rivoli - Paris 1er. De 12 h 30 à 18 h 30, sauf lundis et mardis. Dimanches : de 11 h à 17 h.
Jusqu'au 30 novembre - Entrée 16 F.
Cette exposition sera à Toulouse en janvier, à Lyon en février-mars, en juin à Châlon. Le catalogue est vendu 160 F broché, 300 F relié.

"Un capitaine de Marines apprend qu'il est sans munitions pendant une lourde offensive nord-coréenne" (1950)

VICTOR HUGO DESSINATEUR

"SOLEIL D'ENCRE"

A l'occasion du centenaire de la mort de Victor Hugo, on a beaucoup parlé de sa vie, de ses romans, de sa poésie ou de son théâtre. Une exposition au musée du Petit Palais, à Paris, intitulée *Soleil d'encre,* vient rappeler —ou faire découvrir— qu'il était aussi un dessinateur.



Classées par ordre chronologique, ces œuvres illustrent l'attachement de Victor Hugo pour le mystère (il faisait bien à l'occasion tourner les tables !). Elles témoignent aussi du goût des artistes romantiques en général pour le fantastique, le grotesque, les êtres bizarres, ces *"êtres intermédiaires que nous retrouvons dans la tradition populaire du Moyen Age",* selon les propres termes de Victor Hugo.

On peut contempler des ruines au clair de lune, des châteaux perchés sur des promontoires rocheux, dans une atmosphère fantastique où quelques rares tâches de lumière trouent la pénombre et l'encre brune. Les 36 grands dessins destinés à illustrer son roman *Les travailleurs de la mer,* la pieuvre ou les navires dans la tempête, sont du même style ténébreux, sinon cauchemardesque.

On découvre aussi dans cette exposition une autre sorte de dessins : croquis amusants destinés à ses enfants, caricatures composées entre 1864 et 1869, égratignant l'armée, le gouvernement de Napoléon III, la justice... et les critiques littéraires.

Une seconde exposition, au Grand Palais cette fois, rassemble tout ce qui fut inventé à la gloire de Victor Hugo : illustrations de ses œuvres par la peinture ou le cinéma, portraits, caricatures, bustes et statues de cette gloire nationale (notamment par Rodin), sans compter les innombrables gadgets à son effigie (assiettes, buvards, encriers...). Un bric-à-brac gigantesque, à la mesure du personnage, qui peut piquer la curiosité, mais qui ne mérite pas vraiment le détour, contrairement à l'exposition *Soleil d'encre* (prévue jusqu'au 5 janvier 1986).

Sylvie MARECHAL

PEINTURE

"JOSHUA REYNOLDS (1723-1792)"

Joshua Reynolds — Sir de son état — a été longtemps considéré comme un des plus grands peintres anglais.

Il naquit en 1723, à une époque où l'Angleterre, profondément transformée par les révolutions du 17ème siècle, accomplissait un développement économique qui allait lui donner la suprématie mondiale. Les propriétaires fonciers chassaient leurs tenanciers des terres qu'ils transformaient en exploitations modèles.

Des fortunes colossales s'établissaient et, partant, il y avait des nobles et des bourgeois prêts à s'acheter des tableaux.

Mais la situation de la peinture anglaise n'était alors pas très brillante.

Les révolutions anglaises du 17ème siècle s'étaient faites sous le drapeau du protestantisme ; et les Puritains étaient les ennemis des images et du luxe. D'où une certaine stérilisation de la vie artistique sur le sol britannique.

Les amateurs d'art avaient pris l'habitude de faire appel à des peintres du continent pour satisfaire leurs besoins en ce qu'ils considéraient comme la "grande peinture", c'est-à-dire la peinture inspirée par la mythologie ou par les grandes scènes de l'histoire.

Pour Reynolds aussi, le peintre devait se consacrer à des sujets "élevés", faisant la preuve de son érudition et de la noblesse de son inspiration. Mais Reynolds avait voyagé en Europe, il admirait les peintres flamands et ceux de la Renaissance italienne, son esprit était ouvert. D'autre part, il fréquentait la société élégante, et c'est dans le domaine du portrait qu'il put trouver, comme les autres peintres anglais de son temps, un débouché à ses talents.

Pourtant, il ne se borna pas, comme d'autres, à peindre en série des personnages distingués dans des poses convenues et figées — ce qui, même avec ses belles nuances de couleurs, serait resté ennuyeux. Il cherchait en particulier à restituer certains traits de caractère de ses modèles, à leur donner de la vie. Et par exemple son portrait de la prostituée Kitty Fisher ou de l'intellectuel Joseph Baretti sont bien plus expressifs à nos yeux que les conventionnelles ladies aux allures de divinités grecques qu'il a également peintes.

A.L.

Joshua Reynolds, *au Grand Palais. Av. du Général Eisenhower. Paris. Métro : Champs-Elysées Clémenceau. Tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 20 h. — Entrée : 20 F (le samedi : 13 F) — Jusqu'au 16 décembre.*

L'intellectuel...

FIGARO CI, FIGARO LÀ

"LES NOCES DE FIGARO"

Opéra de Mozart mis en scène par Jean-Pierre Ponnelle

Ce film, réalisé en 1976 et diffusé à deux reprises à la télévision (1978 et 1982), a attendu jusqu'à ce jour pour être projeté sur les écrans et encore de façon bien restreinte puisqu'il ne sort, à Paris, que dans une seule salle. Pourtant c'est une réussite, à tous points de vue. Les amoureux du cinéma comme ceux de la musique y trouveront trois heures de fantaisie, de rire et d'émotion.

Chacun connaît l'histoire de Figaro, ce personnage du théâtre de Beaumarchais, ce valet assez audacieux pour oser disputer sa femme à son maître. un grand seigneur libertin et tout-puissant. Le ton insolent de la comédie de Beaumarchais, *Le mariage de Figaro*, lui avait valu d'être interdite quatre ans durant par le roi Louis XVI qui avait même déclaré : "*La comédie ne sera jamais jouée, à moins qu'on ne détruisît la Bastille*". Mais Beaumarchais avait ses protecteurs à la Cour même, et finalement, la pièce fut jouée en 1784, pour la première fois, à la Comédie Française. *Le mariage de Figaro* connut un tel succès que deux ans plus tard, à l'opéra de Vienne cette fois, Mozart l'illustra en créant sur le même thème *Les noces de Figaro.*

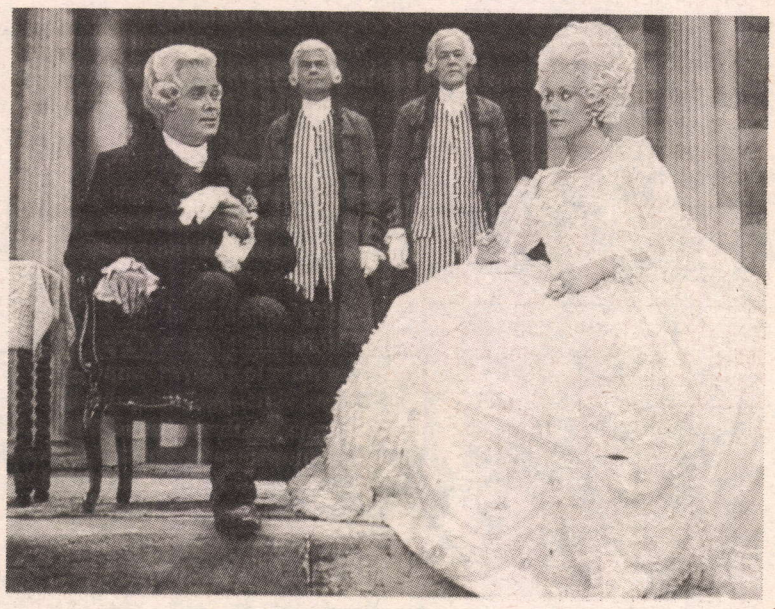
Depuis, *la folle journée* ou *l'heureux mariage*, selon les sous-titres donnés respectivement par Beaumarchais et Mozart à leur création, ont connu un succès permanent.

Jean-Pierre Ponnelle a fait appel à des interprètes exceptionnels, sous la direction de Karl Böhm à la tête de l'orchestre philharmonique de Vienne. Mais surtout, et c'est l'avantage du cinéma, il les a fait jouer leur rôle. De ces chanteurs (dont certains sont mondialement connus), il a fait des acteurs. Le play-back permet jeux de scènes, mimiques, poursuites. Ça vit, ça bouge... Le cinéma ajoute encore à l'opéra.

On est pris, entraîné par le mouvement d'ensemble. Et le sous-titrage, autre avantage sur l'opéra, aide heureusement le spectateur à s'y retrouver dans une intrigue pleine de surprises et de retournements.

Un spectacle qui contribue à faire aimer l'opéra de Mozart. Dommage seulement que la bande-son du cinéma Le Vendôme à Paris ne soit vraiment pas impeccable et qu'elle nous rappelle à la pauvre réalité par quelques crachotements malencontreux.

Cécile BERNIER



SELECTION dans les salles parisiennes

Films récents...

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES.
D'Emile Kusturica.

Dans la Yougoslavie du début des années 1950, au moment de la querelle Tito-Staline, les malheurs d'un petit bureaucrate vus par les yeux malicieux et perspicaces de son fils. Un film fin et chaleureux, rempli de notations qui font comprendre bien des aspects de la société yougoslave de cette époque, vécue du côté des petits privilégiés.

Gaumont-Halles 1er (vo). Gaumont-Berlitz 2e (vo). Gaumont-Richelieu 2e, Trois Luxembourg 6e (vo), St.-André-des-Arts 6e (vo), Pagode 7e (vo), Balzac 8e (vo), Gaumont Colisée 8e, 14 juillet Bastille 11e (vo), Gaumont Sud 14e, Miramar 14e, Olympic Entrepôt 14e (vo), PLM Saint-Jacques 14e (vo). Trois Parnassiens 14e (vo). Gaumont Convention 15e (vo), 14 juillet 15e (vo), Clichy Pathé 18e.

ALAMO BAY.
de Louis Malle.

Dans un port du Texas, des réfugiés vietnamiens, en concurrence avec des petits Blancs dans leurs activités de pêche, sont en butte au racisme. Inspiré de faits réels.

Quintette 5e (vo). Monte-Carlo 8e (vo). Espace Gaité 14e (vo).

... et moins récents

LAWRENCE D'ARABIE.
de David Lean.

Au travers des aventures d'un officer anglais mégalomane, la politique colonialiste de la Grande-Bretagne au Proche-Orient au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Châtelet Victoria 1er (vo).

AMADEUS.
de Milos Forman.

Le conflit imaginaire entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et il y a de la belle musique.

Panthéon 5e (vo). Lucernaire 6e (vo). George V 8e (vo). Lumière 9e.

CITIZEN KANE.
d'Orson Welles.

Le portrait impitoyable d'un magnat de la presse.

Action Ecoles 5e (vo).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.
de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Paramount Odéon 6e (vo). Publicis Matignon 8e (vo).

ORIGINES DE L'HOMME

"RETOUR VERS LE FUTUR"

produit par Steven Spielberg réalisé par Robert Zemeckis

Une sorte de professeur Nimbus efficace invente une machine à explorer le temps, et accidentellement, c'est le jeune Marty qui se trouve projeté 30 ans en arrière, le jour où ses propres parents ont fait connaissance. Alors comment faire pour ne pas perturber le cours des événements, ou plutôt pour le rétablir ? Car c'est finalement la seule garantie de l'existence même de Marty, n'est-ce pas ? Et puis, comment revenir en 1985 ?

La situation est riche de gags : par exemple, devant une affiche de film où joue Reagan (en 1955), Marty laisse échapper qu'il deviendra Président des Etats-unis et s'entend répondre "avec Jerry Lewis comme vice-Président peut-être ?". Parfois, c'est plutôt du niveau des plaisanteries de potaches, mais le rythme est tel qu'on se laisse volontiers prendre pour des collégiens attardés...

Claude CHARVET

EMBROUILLAMINIS

"ELSA, ELSA"

réalisé par Didier Haudepin

Le réalisateur raconte en partie sa propre histoire, car il a été lui-même acteur dans son enfance. Il met en scène un jeune réalisateur de cinéma, Ferdinand, qui veut faire un film "avec deux histoires dans une" : celle du petit garçon qu'il a été et qui, remarqué par un metteur en scène, a joué dans des films, et celle de son amour pour une certaine Elsa qu'il ne parvient pas à oublier.

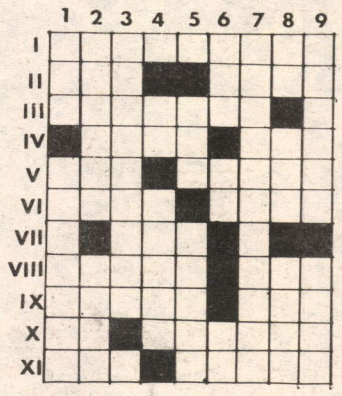
Le film pourrait être intéressant s'il se contentait de montrer le monde du cinéma vu par les yeux de Ferdinand enfant.

Mais les deux histoires interfèrent de telle façon qu'on n'arrive plus à distinguer le présent du passé. C'est peut-être voulu, mais l'on n'y comprend plus grand-chose.

De plus, le petit monde du cinéma qu'on nous décrit au passage paraît bien inintéressant. Et à part quelques moments d'humour ou d'émotion, le film reste bien fade.

Sylvie EPERIL

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Mieux vaut recevoir des coupures que des coups. II. Il a un dormeur célèbre. Intervalle incomplet sur l'échelle diatonique. III. Cherche à faire de l'esbroufe. IV. Il cherche la dame. Très court. V. Doit être exécuté trois fois. Mordant. VI. Orateur grec. Son bois est exotique. VII. Répartition. VIII. Prolonge la main. Panier. IX. Prénom féminin. On l'enfile en tricotant. X. Note. Un des lieutenants d'Alexandre. XI. A de l'esprit quand il est acide. Situées.

VERTICALEMENT. — 1. La première d'une longue série. Dessous de table. 2. Dessus de table. Eliminée par les urines. 3. Elle peut nous griser. 4. Pas tout à fait du toc. Pour se faire voir en profondeur. 5. On y cultive de grosses légumes. Occlusion intestinale. 6. Ne vaut plus un rond. Ici. Note. 7. Grâce à son poids il maintient le volume. 8. Relie. Petite surface. Ancienne mesure. 9. Souverain bien conservé. Parues.

SOLUTION DU N° PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	A	I	M	■	A	C	C	E	S
II	A	M	E	U	T	E	R	A	■	U
III	R	E	N	T	E	■	U	N	■	R
IV	A	■	A	E	R	I	E	N	N	E
V	N	A	■	E	M	P	L	D	I	S
VI	D	U	O	■	E	D	L	I	E	N
VII	O	R	G	A	S	M	E	S	■	O
VIII	L	I	R	E	■	E	S	■	A	I
IX	E	G	E	R	I	E	■	A	R	S
X	S	E	■	A	S	S	I	S	T	E

ON NOUS COMMUNIQUE

Du 25 novembre au 1er décembre 1985.

Festival de la Jeune Chanson.

Des spectacles, un tremplin...

Organisé par la Maison des Loisirs et de la Culture de St-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise), dans le cadre de l'Année Internationale de la Jeunesse.

Renseignements et réservations : 39.95.59.61.

COLONIALISME ANGLAIS AUX INDES

"LES TOURS DU SILENCE" ET "LE JOYAU DE LA COURONNE" "LE JOUR DU SCORPION"

de Paul Scott

Paul Scott, officier de l'armée anglaise en Inde, a écrit entre 1966 et 1971, une série de romans consacrés à l'Inde des années quarante. *Les tours du silence*, qui vient d'être traduit en français, est le troisième roman d'une série de quatre intitulée *Le quatuor indien*, série qui s'agence autour de deux épisodes de l'année 1942, année de troubles en Inde : l'agression d'une missionnaire anglaise et le viol d'une jeune Anglaise.

Paul Scott, au travers de l'histoire et des réactions des divers personnages, anglais ou indiens, qui ont été mêlés à ces deux affaires, fait faire connaissance, petit à petit, avec ces Indes coloniales ou plutôt avec ces Anglais, militaires, policiers ou administrateurs, qui dominent l'Inde et qui souhaiteraient y rester, tout en comprenant que leurs jours sont comptés, puisque ces années de guerre mondiale sont, pour l'Inde, celles de la montée de la lutte pour l'indépendance.

On peut aborder sans problème la série par ce troisième volume, *Les tours du silence*. L'auteur a voulu que chaque volume puisse se lire indépendamment des autres. Et l'on se trouve plongé dans l'Inde des villes de garnison. Le roman se déroule presque entièrement dans ce milieu et Paul Scott en décrit les préjugés, la morgue, l'étroitesse d'esprit. La sympathie de l'auteur va, c'est manifeste, aux quelques femmes qui osent braver les préjugés, en particulier raciaux, pour penser de façon indépendante et essayer d'avoir avec ceux qu'elles fréquentent, Blancs ou Noirs (c'est-à-dire Indiens), des rapports réellement humains.

Seulement, si ce roman est intéressant par lui-même, il déçoit les lecteurs qui ont respecté l'ordre de parution et qui ont lu les deux précédents volumes. En effet, une sorte de résumé des différents épisodes, dont on a déjà eu connaissance dans les deux précédents romans, occupe une bonne moitié de l'ouvrage. D'autre part, dans *Les tours du silence*, il est uniquement question de la communauté anglaise. Dans les deux romans précédents, la communauté indienne avait une existence. Certes, Indiens, hommes ou femmes, riches ou pauvres, que Paul Scott décrivait, appartenaient tous à "l'élite" et étaient fortement anglicisés. C'était d'ailleurs à ce titre qu'ils souffraient intensément de l'ostracisme de la "bonne société anglaise" vis-à-vis des Indiens. Et si un certain nombre de nationalistes, hindous ou musulmans, apparaissaient dans le roman, la masse des Indiens, elle, en était absente et la misère qui est leur lot n'apparaissait que comme toile de fond. Cependant, la description de ces milieux indiens représente l'un des intérêts des deux premiers tomes ; et si l'on n'a pas envie de se lancer dans toute la série, il vaut mieux lire le premier, *Le joyau de la couronne*, qui est en fait un pamphlet contre les préjugés raciaux, ou le second *Le jour du scorpion*, qui contient une description de la politique anglaise en Inde pendant la guerre et qui évoque certains aspects du mouvement nationaliste.

Le point de vue de l'auteur est plus celui d'un homme qui regrette les maladresses de la politique anglaise en Inde et qui condamne la mentalité d'un certain nombre de représentants de la Couronne, que celui d'un anticolonialiste convaincu ! Il n'en reste pas moins qu'on se laisse entraîner avec plaisir dans ce feuilleton pourtant un peu verbeux, parce que les personnages ont de l'épaisseur, et que, de détail en détail, on apprend pas mal de choses sur l'Inde d'avant l'indépendance.

J.F.

Le joyau de la couronne, *450 pages 84 F*
Le jour du scorpion, *450 pages 84 F*
Les tours du silence, *438 pages 89 F*
de Paul Scott Edition Sylvie Messinger.

SELECTION

Samedi 9 novembre

20 h 40. TF1 — Téléfilm de Christine Miller : **L'enfant bleu,** avec Dominique Labourier. Tandis que le couple de ses parents se disloque, un enfant vit sa maladie dans la solitude et la lucidité.

Dimanche 10 novembre

20 h 35. A2 — Théâtre : **Les temps difficiles,** d'Edouard Bourdet, dans une mise en scène de Pierre Dux, avec Guy Tréjan et Jean-Pierre Cassel. Les marchandages et tractations au sein d'une famille de grands bourgeois, traités sur le mode féroce.

20 h 35. FR3 — La caricature, mémoire d'une époque. L'émission est consacrée au dessinateur du **Figaro,** Jacques Faizant.

22 h 30. FR3 — Cinéma de Minuit : Hommage à Ingmar Bergman, avec un film de 1948, **La Prison.**

Lundi 11 novembre

22 h 10. A2 — Série documentaire sur **Le Cerveau, une machine extraordinaire.**

Jeudi 14 novembre

20 h 35. FR3 — Téléfilm : **Mariage Blanc** avec Nicole Garcia. Un émigré polonais épouse une française pour faciliter sa naturalisation... une comédie sur les difficultés de l'émigration.

22 h. TF1 — L'enjeu, magazine économique de F. de Closets flanqué de Emmanuel de la Taille pour parler de la façon dont Francis Bouygues a fait fortune dans les travaux publics. Ils aborderont aussi les **dénationalisations à l'anglaise, le délai du licencié.** A suivre après avoir aiguisé son esprit critique !

22 h 15. A2 — Le magazine, propose plusieurs séquences : **Les damnés de l'URSS,** avec des témoignages de prisonniers soviétiques de la résistance afghane ; **Les nuits de Prague ; Pologne vidéo,** reportage consacré à la façon dont les Polonais s'organisent face à une télévision officielle bridée.

A signaler le 11 novembre

A l'occasion du 11 novembre, date officielle de la fin de la guerre de 1914-1918, la télévision consacre trois émissions ou films à ce que fut cette Première Guerre mondiale. A l'heure où les cérémonies officielles aux monuments aux morts vont réunir gouvernants et généraux dans des regrets hypocrites, ils méritent certainement d'être regardés. Pour se souvenir, nous, que le *"capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage"*, qu'après la Première Guerre mondiale, il y en eut une seconde encore plus féroce et meurtrière, et que le seul moyen de ne pas vivre un nouveau carnage mondial et fratricide est de préparer la révolution sociale !
15 h 50. A2 — 14-18. La vie au front et à l'arrière, reconstituée à l'aide d'images d'archives exclusivement.
20 h 35. TF1 — 14-18. Un film de Jean Aurel et Cécil Saint-Laurent, composé d'un montage d'actualités sur la guerre. Le film donne, entre autres, des images des mutineries sur le front français en 1917 et de la Révolution russe. Mais il met aussi en vedettes, pour leur rendre hommage, les grands responsables de cette guerre, chefs d'Etats et autres généraux !
20 h 35. FR3 — Film de Raymond Bernard : *Les croix de bois*, d'après le roman de Roland Dorgelès, avec Pierre Blanchard et Charles Vanel. Une évocation bouleversante des tranchées de 1914-1918, tournée en 1931.

HUMOUR ET POLITIQUE

"BONNE ANNÉE POUR TOUS"

de Plantu

Les éditions La Découverte et *Le Monde* viennent de réunir en un recueil quelques-uns des dessins que Plantu a publiés dans le journal *Le Monde* entre 1982 et 1985.

Jean Plantureux, dit Plantu, a du talent : c'est ce qu'on se dit quand on a l'œil accroché par l'un de ses dessins, on pourrait dire l'une de ses scènes.

Des situations que les journalistes décortiquent laborieusement en trois ou quatre colonnes, Plantu arrive souvent à en faire saisir l'essentiel en un dessin et une légende qui entraînent l'indignation ou le sourire. Et l'essentiel, pour lui, c'est la dénonciation des injustices, du racisme - et aussi des retournements, des mensonges ou des lâchetés de ceux qui nous gouvernent : *Vous avez bien changé*, tel est le titre du premier chapitre de ce recueil, consacré à la gauche gouvernementale. Dommage seulement que certains de ses dessins perdent à être sortis de leur contexte.

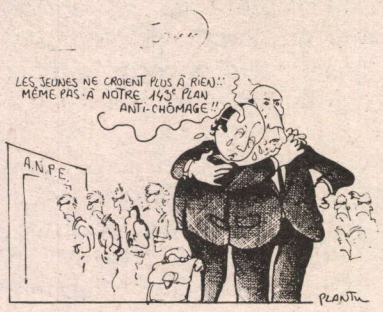
La juxtaposition des dessins de Plantu montre que cet homme, dont le cœur est à gauche, a plus de sympathie pour Mauroy que pour Fabius, pour le Parti Socialiste que pour le Parti Communiste... et pour Barre que pour Chirac. Il partage bien des préjugés de la petite bourgeoisie intellectuelle de gauche. Nous ne partageons pas toutes ses opinions... ce qui n'enlève rien à son talent !

S.F.

***Bonne Année pour tous* de Plantu**
Editions La Découverte/Le Monde, 59 F

Avec un montant proche de 62 milliards de francs, la France a enregistré en 1984 un doublement de ses commandes d'armes à l'exportation par rapport à 1983.

Le nombre des chômeurs franchit la barre des 2 400 000 à la fin de 1984 soit 300 000 de plus environ qu'au début de l'année.



COLOMBIE

LA RÉPRESSION, ELLE, NE CONNAIT PAS DE TRÊVE

A l'heure où nous écrivons, les combats se poursuivaient toujours dans l'enceinte et autour du Palais de Justice de Bogota, la capitale colombienne. Un petit groupe de guérilleros (on parle de 20 à 30 personnes) du "Mouvement du 19 avril", le M-19, a réussi à s'emparer du bâtiment et à y faire de nombreux otages, fonctionnaires, magistrats. L'objectif du commando du M-19 était simplement d'obtenir un temps d'antenne et la publication de textes dans les journaux, afin d'expliquer à l'opinion publique pourquoi le M-19, qui avait conclu l'an passé une trêve d'un an avec le gouvernement, a rompu cette trêve depuis le mois de juin dernier.

L'année dernière en effet, le gouvernement de Belisario Betancur obtenait que les principaux groupes de guérilla cessent les combats. En échange, le gouvernement promettait certaines réformes et la fin de la répression. Mais les réformes ne sont jamais venues, et la répression a été incessante. Une partie des guérilleros, ceux du M-19, a donc décidé de recommencer ses actions de guérilla. Il y a quinze jours, notamment, le chef d'état-major de l'armée a échappé de peu à une tentative d'assassinat.

En Colombie, cela fait près de quarante ans que le terrorisme, la guérilla, la guerre civile n'ont jamais cessé, faisant des centaines de milliers de victimes.

La trêve obtenue par Betancur était donc pour lui un beau succès politique. Mais il n'était ni dans les possibilités, ni sans doute dans les intentions de Betancur de faire cesser la misère, la corruption, les exactions de l'armée et de la police. Au contraire, en Colombie, comme dans tous les pays, c'est l'austérité qui est à l'ordre du jour.

Dans une interwiew publiée par *Le Monde* du 8 novembre 1985, un des dirigeants du M-19, Lucho, raconte que les paysans donnent leurs enfants à la guérilla, *"parce qu'ils sont sûrs qu'avec nous leurs enfants pourront manger trois fois par jour"*. Quoi que l'on puisse penser des objectifs politiques et des méthodes de la guérilla et du M-19, force est bien de reconnaître que son existence est liée à la situation misérable qui est faite aux masses colombiennes.

Le gouvernement de Betancur a montré le peu de cas qu'il faisait de la vie de ses propres fonctionnaires et magistrats retenus en otages. Alors que les guérilleros ne demandaient que de pouvoir s'exprimer, il a fait donner l'assaut par la troupe. C'est un blindé qui a défoncé la grande porte du Palais de Justice et qui a tiré au canon à l'intérieur. Le rapport des forces est tel que la situation des combattants du M-19 paraît désespérée, surtout si Betancur ne recule pas devant le sacrifice des otages.

Mais en même temps il révèle à toute l'opinion colombienne et mondiale à quel point ce gouvernement civil, "démocratique", celui-là même que Mitterrand est allé saluer il y a quelques jours, est en réalité un gouvernement tyrannique, n'hésitant pas à ordonner des massacres plutôt que de laisser ses adversaires s'exprimer publiquement.

Et cela ne peut que faire naître tôt ou tard de nouveaux combattants contre un tel régime pourri.

A.V.

POLOGNE

UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE SOUS LA BONNE ÉTOILE DE JARUZELSKI

M. Jaruzelski, général de son métier, n'est plus Premier ministre : il s'est décerné la charge de président du Conseil d'Etat en lieu et place.

Ça change tout. Voilà maintenant un civil comme Premier ministre, le dénommé Sbigniew Messner, mis deux ans auparavant à la place de vice-Premier ministre par la grâce de Jaruzelski. L'importance du changement, c'est que Jaruzelski maintenant, en tant que président du Conseil d'Etat, aura le privilège légal de pouvoir décréter seul l'état de guerre ou l'état d'urgence. Il n'aura plus besoin, comme ce fut le cas un certain 13 décembre 1981, de réveiller en pleine nuit les autres membres du Conseil.

Cela fera au moins quelques personnes en Pologne qui pourront désormais dormir tranquillement.

CHILI

DEUX NOUVELLES JOURNÉES DE LUTTE

Deux nouvelles journées de manifestations et de grèves, des "protestas", ont eu lieu au Chili mardi 5 et mercredi 6 novembre. Le Commandement National des Travailleurs, direction des syndicats chiliens, soutenu par les partis de gauche, appelait la population à exiger la libération de six responsables syndicaux, dont son secrétaire général, Rodolfo Seguel, proche de la Démocratie Chrétienne.

Des dirigeants du CNT, qui ont remis une lettre au ministère de l'Intérieur pour réclamer la libération des détenus, ont été arrêtés à la sortie à leur tour.

Les grèves semblent avoir surtout touché les transports en commun des principales villes. Des affrontements violents ont eu lieu en plusieurs endroits du pays, les quartiers ouvriers de nombreuses villes étant investis par les carabiniers renforcés par l'armée. A Santiago, près de l'université et dans des quartiers ouvriers, des barricades ont été érigées avec des pierres et des pneus enflammés.

Ces journées ont été également marquées par une nouvelle série d'attentats aux effets spectaculaires, revendiqués par le Front Patriotique Manuel Rodriguez, lié au Parti Communiste.

Conséquence d'attentats contre des installations électriques : mardi soir le centre de Santiago et une partie du pays ont été privés d'électricité. L'armée a dû recourir à des hélicoptères équipés de projecteurs pour quadriller certains quartiers ouvriers.

Bilan de ces deux jours d'affrontements : trois personnes ont été tuées, quarante blessées, neuf cents arrêtées et pour beaucoup soumises à la violence de la police. Des victimes qui s'ajoutent à une liste déjà longue, alourdie à chacune des protestas organisées depuis deux ans.

Mais la répression, aussi violente soit-elle, s'est avérée jusqu'à présent incapable d'empêcher des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs de mettre leurs espoirs dans la lutte pour se débarrasser du régime de Pinochet.

P.H.

DES DÉTENUS ASSASSINÉS PAR LA POLICE

Le Mouvement Démocratique Populaire, coalition qui regroupe les partis de gauche chiliens, nous a adressé un communiqué, dont nous extrayons les passages suivants :

" Le vendredi dernier 18 octobre, dans le pénitencier de Santiago, le corps de la gendarmerie accompagné de la police politique (CNI) sont intervenus dans la prison, faisant un bilan tragique de 8 morts et au moins 25 détenus grièvement blessés. (...)

1. — Ces faits s'insèrent dans le cadre d'une nouvelle vague répressive organisée par le régime militaire, et sont démontrés par des antécédents récents, tels que l'assassinat de Santiago Nattino, Manuel Guerrero, José Manuel Parada, Paulina Aguirre, des frères Eduardo et Rafael Vergara, Alan Rodriguez, René Garrido, Jorge Mendez, Hugo Vazquez, Patricio Manzano, Luciano Rubinat, Carlos Godoy, Oscar Fuentes, José Randolph et David et Marcelo Mino. Cette fois-ci, l'aspect répressif de la dictature a visé en priorité les camarades qui seront condamnés par un tribunal spécial (le Conseil de guerre). Il existe déjà pour eux une demande de peine de mort.

2. — Nous manifestons notre plus profond rejet à l'explication des événements proposée par le régime militaire (...)

3. — Nous nous faisons un devoir de solliciter du gouvernement français qu'à travers de son ambassade au Chili il prête son aide et collaboration pour préserver la vie des prisonniers politiques blessés qui se trouvent dans les services d'urgences (postas) et les centres hospitaliers, et qu'il puisse obtenir l'identité des victimes (jusqu'à présent cachées par le gouvernement) et aussi éclaircir les circonstances de ces événements.

4. — Nous voulons aussi étendre cette demande aux Nations Unies, à la Croix Rouge Internationale, Amnesty International et tous les organismes concernés par la défense des droits de l'homme.

5. — Par ailleurs, ces faits donnent un démenti flagrant aux affirmations faites par le rapporteur de la Commission spéciale pour les droits de l'homme au Chili auprès des Nations Unies, ce rapporteur prétendant qu'il y aurait eu "des améliorations" dans ce domaine.

6. Nous appelons, en dernier, à la solidarité internationale et à l'humanité en marche entière, à condamner cette nouvelle épreuve de terrorisme d'Etat instauré au Chili par Pinochet.

Liberté à tous les prisonniers politiques !

Comité de soutien au Mouvement Démocratique Populaire en France

Paris, le 21 octobre 1985 "